

Nicaragua :

LA RÉVOLUTION DES DÉSHÉRITÉS

Le 19 juillet 1979, la dictature de Somoza était renversée. L'offensive militaire du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) et une insurrection populaire venaient à bout d'un régime perpétuant les affres de la domination impérialiste et du pouvoir d'une oligarchie d'affameurs.

Le deuxième territoire libre d'Amérique, vingt ans après Cuba, surgissait au cœur de l'empire des Etats-Unis. Le peuple nicaraguayen et son avant-garde, le FSLN, infligeaient un cinglant démenti aux prophètes géopoliticiens. Eux qui proclamaient que plus jamais une révolution ne réussirait dans l'arrière-cour des Etats-Unis !

La révolution sandiniste confirme le déclin inéluctable de l'hégémonie américaine dans cette région du monde. Pour tous les peuples d'Amérique latine, le Nicaragua illustre la possibilité présente de mettre fin à la domination impérialiste et de prendre en mains son propre destin. C'est là le défi mortel que le peuple sandiniste lance aux Etats-Unis.

Washington, pour camoufler ses agressions permanentes contre le Nicaragua, accuse les sandinistes de "déstabiliser" la région. Pourtant, tout un chacun peut se rendre compte que cette "déstabilisation" est le produit direct de la suprématie et de l'exploitation, depuis des décennies, de cette région par les Etats-Unis. Le seul fait que la classe au pouvoir en Amérique du Nord considère que tout ce qui se passe en Amérique centrale relève de sa "sécurité nationale" traduit mieux que mille explications le refus des Etats-Unis de permettre une indépendance nationale effective aux peuples centro-américains. L'autodétermination leur était refusée. Le peuple nicaraguayen l'a conquise !

Nombreux sont ceux qui, des rangs de la bourgeoisie à ceux de la social-démocratie, affirment que les sandinistes ont "trahi leur projet initial". Cette "trahison" justifierait le boycott économique, les destructions massives de récoltes, de ponts, d'écoles... commises par des mercenaires à la solde des Etats-Unis. Les seules promesses qu'avaient faites les sandinistes étaient adressées aux masses déshéritées de ce pays. Ces promesses-là, ils les ont tenues, malgré tous les obstacles mis sur leur chemin par les défenseurs du prétendu "monde libre".

L'analphabétisme est passé en quelques années à moins de 12 o/o. L'effort d'éducation permanente est gigantesque. Les masses paysannes sont les bénéficiaires d'une réforme agraire qui s'approfondit sans cesse et assure la production des biens alimentaires. La place de la femme dans la société s'est radicalement modifiée. "Somos" – "nous existons" – était le mot d'ordre de la manifestation qui commémorait la création (sous la dictature) de l'organisation des femmes. La mortalité infantile a reculé rapidement, comme ces maladies que les médias osent appeler "traditionnelles" (paludisme, dengue, etc.). Seule l'adhésion d'une majorité écrasante à la révolution permet d'expliquer la capacité qu'elle a à se défendre et la démocratie sans précédent (élections, multipartisme) qu'elle développe. Voilà de quoi reconforter les travailleurs du continent latino-américain et inquiéter les impérialistes de tous poils.

La Brèche

19.7.79

N
I
C
A
R
A
G
U
A

19.7.84



5 ANS DE RÉVOLUTION SANDINISTE

LUTTE POUR LES 35 HEURES
EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE :

UN PREMIER BILAN

Maçons et manoeuvres : UNE PREMIÈRE ACTION RÉUSSIE

Les mass media ont très mal relaté la manifestation FOBB qui, le 26 juin dernier, a accueilli l'assemblée des délégués de la Société Suisse des Entrepreneurs à PALEXPO à Genève. "1500 délégués en salle, 1000 manifestants à l'extérieur", cela ne faisait pas très sérieux. En réalité, il s'agissait d'une manifestation importante et extraordinairement combative.

Réunir en un après-midi de semaine, sans grande préparation préalable, à l'extrémité ouest de la Suisse, 1500 ouvriers de la construction, ce n'était certes pas une chose facile. Elle a été réalisée. Il y avait des cars de Schaffhouse, du Tessin, de Bâle et d'ailleurs. Contrairement à ce que l'on pouvait craindre, ce n'était pas un rassemblement d'hommes de l'appareil, mais très clairement une manifestation ouvrière. Et ça chauffait comme rarement en pareille occasion : les délégués entrepreneurs qui arrivaient en taxi furent copieusement sifflés. A la fin des discours, le cordon de policiers fut débordé sans peine. Massés devant les vitres du hall d'entrée, les manifestants laissaient alors libre cours à leur colère en scandant, pendant plus d'une demi-heure, des slogans dans un vacarme étourdissant.

Comme première mobilisation, c'était réussi ! Mais il faudra une suite. Car les patrons de la construction ont déjà annoncé la couleur. Ils auraient, paraît-il, leur propre "cahier de revendications"... On s' imagine aisément ce qu'il contient. L'épreuve de force est engagée. La FOBB peut gagner la bataille si elle persévère sur la voie du 26 juin !

Finalement encore un petit fait encourageant : en cours de manifestation, la FOBB fut rejointe par environ 200 travailleurs du STC, la scission genevoise des syndicats chrétiens de la construction, belle manière de témoigner leur solidarité avec la lutte en cours.

Nettoyeurs Genève : ACCORD SIGNÉ

Le 25 juin, un accord a été signé entre la direction de l'Hôpital cantonal et les nettoyeurs et leurs syndicats (SSP/VPOD et CRT). Il comporte :

- l'abandon du travail de nuit;
- la renonciation à toute représaille pour fait de grève;
- l'introduction d'un horaire d'après-midi pour les volontaires, ce qui permet une rotation pour que les nettoyeurs puissent avoir congé un samedi sur deux ou trois (selon le nombre de volontaires qui s'engageront);
- la consultation du comité des nettoyeurs et des syndicats en cas de problèmes d'organisation du travail.

Comme nous l'avons déjà annoncé, c'est un succès qui montre qu'on peut empêcher le travail de nuit. Qu'attend la FTMH pour mobiliser à Ebauches ?

Mais les nettoyeurs n'ont pas obtenu gain de cause sur deux points importants :

- l'élimination des deux statuts différents sur les temps de pause, introduits en 1982. Les nouveaux engagés continueront d'avoir des pauses plus défavorables que les anciens.

- le paiement des heures de grève. Après un bilan financier détaillé, le SSP/VPOD devra sans doute demander un soutien, auquel il sera important de répondre !

correspondant

A Bienne : MOT D'ORDRE : ÉPURATION

Ce n'est pas la première fois que la Fondation Battenberg pour apprentis handicapés fait parler d'elle. Tristement célèbres sont en effet les méthodes utilisées lorsqu'il s'agit, pour la Direction et le Conseil de fondation, d'imposer leurs points de vue.

Camille Eyer, à la fois enseignant et conseiller en matière psychologique se voit licencier pour cause de restructuration de l'entreprise. En fait le cas est clair. Ce licenciement s'inscrit dans la plus pure tradition des renvois pour motif politique. On lui reproche implicitement son attitude critique face à la direction et son soutien inconditionnel à un collègue licencié puis réintégré grâce à une large campagne de solidarité. Ce qui ne doit pas forcément convenir au Conseil de Fondation, c'est aussi sa présence sur les listes électorales du PSO en tant que candidat hors-parti.

Quant à la campagne de soutien, elle s'organise rapidement. Un comité a été créé qui réunit entre autres plusieurs apprentis de la Fondation. Une déclaration de protestation signée par 50 personnalités de la ville de Bienne (membres de l'exécutif et du législatif local, pasteurs, assistants sociaux, enseignants...) a été remise au président de la Fondation par une délégation d'une quinzaine de personnes.

Les enseignants VPOD se sont également joints au comité qui souligne aussi le mépris total de la Direction face aux conséquences pédagogiques et psychologiques d'un tel licenciement pour les apprentis. Bref : on épure et on discute après.

Une chose est néanmoins sûre : l'affaire risque de faire pas mal de bruit. Le comité pour la réintégration de Camille Eyer s'en charge.

Genève : FÊTE FEMMES DU 23 JUIN

A l'initiative de l'OFRA, plusieurs groupes féministes, commissions femmes de partis et syndicats ont participé activement à la préparation de cette journée.

"NON LE FÉMINISME N'EST PAS MORT", figurait dans l'appel à la fête et la réponse a

été enthousiaste, d'une part par la participation de nombreuses femmes à cette rencontre, d'autre part par la qualité des débats dans les forums.

Les femmes présentes provenaient de plusieurs couches sociales (intellectuelles, employées, ouvrières) et l'âge des participantes se situait entre 30 et 40 ans.

Des femmes du Nicaragua et une femme de Saint-Domingue ont pu exposer leurs luttes et leurs aspirations ; leur participation a donné une dimension internationaliste à la fête.

Dans la soirée, des femmes-artistes ont produit leur spectacle bénévolement ; mais nombreuses étaient les femmes qui "désertaient" la salle de spectacle ; l'envie de continuer les débats amorcés dans les forums était trop grande et jusqu'à la tombée du jour, plusieurs petits groupes poursuivaient les discussions au bar, dans le jardin. De nombreux contacts ont été pris et l'envie de se battre ensemble apparaissait.

Un autre succès : la crèche, qui a été tenue surtout par des hommes, les femmes, au moins pour une fois, ont pu participer tranquillement aux débats. Si nous avons besoin d'une preuve supplémentaire que le FÉMINISME N'EST PAS MORT et que l'envie des femmes de se rencontrer et de se battre contre leur oppression existe toujours, nous l'avons eue ce 23 juin.

Manuela

Neuchâtel : SYNDICALISTE LICENCIÉ

"Le comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés (CUTSI) et l'Union syndicale de Neuchâtel et environs ne peuvent admettre que des entreprises vident des militants syndicaux pour pouvoir plus facilement licencier des travailleurs. Les droits syndicaux sont remis en cause dans l'imprimerie ATTINGER de Neuchâtel. Un membre du comité de section du Syndicat du livre et du papier (SLP) vient d'y être licencié.

"Ce licenciement intervient au moment où les imprimeries FAN/ICN et ATTINGER engagent un processus de "rationalisation" dans le cadre d'une "collaboration technique". De tels licenciements de militants syndicaux actifs sont inadmissibles. Ils visent à décourager des travailleurs, pour les empêcher de défendre leurs droits.

"Or les restructurations en cours ne doivent être payées par aucun travailleur, qu'il soit homme ou femme, jeune ou vieux, qualifié ou non qualifié. D'autres solutions existent : le CUTSI et l'USN proposent la diminution du temps de travail sans baisse de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'allongement des vacances. Ainsi le travail pourra être partagé entre tous, le droit au travail sauvegardé.

"Le CUTSI et l'USN tiennent à réaffirmer leur entière solidarité avec tout ce que les travailleurs et leurs syndicats, le SLP et l'USL entreprendront pour la réintégration de ce syndicaliste licencié."

CUTSI et USN, 27 juin 1984

La Chaux-de-Fonds :

SÉANCE HOULEUSE AU CONSEIL GÉNÉRAL

Tel était le titre de la Feuille d'Aviz de Neuchâtel ! En effet, l'élection de l'exécutif par le parlement communal a vu un "affrontement" verbal entre la gauche et la droite. Rompant avec ses déclarations habituelles, le Parti socialiste (PS) égratigna sérieusement le Parti radical, non sans donner aussi un coup de griffe à ceux qui lui "volent" le label "socialiste" ! Le grief du PS contre les radicaux ? Leur manque de collégialité, ceux-ci s'étant désolidarisés de la gestion communale durant la campagne électorale... ! Après que les bourgeois eurent annoncé qu'ils ne voteront pas pour le candidat du Parti ouvrier populaire (POP), ce parti déclara qu'il s'abstiendrait sur les deux candidats radical et libéral, tout en reconnaissant le droit à ces partis d'être représentés à l'exécutif.

Suzanne Loup, pour le PSO, déclara tout d'abord : "En premier lieu, il faut relever que les conditions de vie et de travail des salariés ne sont pas essentiellement déterminées dans les parlements. C'est une poignée de patrons et de banquiers qui décident du développement ou de la mort d'une région. Ce soir, nous parlons de démocratie, de représentation proportionnelle. Alors que c'est dans la calme feutré et discret des conseils d'administration que se prennent les décisions, là, patrons et banquiers n'acceptent aucune représentation des salariés, et se gardent tous les sièges. (...) Il faut rappeler que les élections communales ne se sont pas déroulées sous le signe de la répartition proportionnelle, puisque le quorum a écarté du Conseil général près de 20 o/o des suffrages exprimés, soit 1 suffrage sur 5 ! Le quorum est un obstacle antidémocratique. (...) "

Rappelant que le PSO est contre toute participation minoritaire de la gauche aux exécutifs, elle continua : "Si la gauche est majoritaire, comme c'est le cas aujourd'hui à La Chaux-de-Fonds, il faut désigner un exécutif homogène, uniquement avec des représentants de la gauche, pour mieux défendre les intérêts de toutes les victimes de la crise capitaliste. Nous voudrions attirer l'attention de la droite libérale et radicale. Pendant deux mois de campagne électorale, elle a gaspillé des milliers et des milliers de francs pour accuser la gauche d'être responsable de tous les maux de la région. Faut-il, après, signer une trêve de quatre ans pendant laquelle Messieurs les bourgeois seraient invités à gérer des dicastères ? Faut-il gouverner avec les représentants des milieux capitalistes qui licencient et baissent les salaires ? Pourquoi faut-il gouverner avec les partis responsables des augmentations des primes d'assurance maladie et du démontage social ? Si la gauche ne veut pas confier, à juste raison, la gestion de la ville à une majorité de droite, pourquoi laisserait-elle ces champions de la politique antisociale diriger 40 o/o de la commune ? Nous ne faisons aucune confiance aux représentants de la droite. Nous ne soutiendrons donc pas leurs candidatures. Le PSO votera pour les candidats du PS et du POP, en regrettant que ces partis ne proposent que trois des leurs à l'exécutif. Par ce vote, le PSO attend de cette majorité qu'elle se place sur le terrain de la défense intransigeante des salariés et de leurs intérêts."

A la verrée qui suivit la séance, tout le monde s'est retrouvé, sauf le PSO !

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	
NICARAGUA : La révolution des déshérités	1
POLITIQUE	
"L'Heure de Cuivre" : L'action du CICR en question	3
Fondateur de la Croix-Rouge : Mais qui était Henri Dunant ?	3
Votation sur le nucléaire du 23 septembre : Non aux centrales et à l'économie de marché	6
SOCIAL	
Fredy Aeberli, SLP : "Les 35 heures, une tâche et une revendication internationales"	4
Nouveau contrat collectif dans l'imprimerie : La fête aux patrons	4
Horlogerie : les banques se retirent	4
Genève : Le chômage au jour le jour	5
Initiative assurance maladie : Les caisses dans l'arène	5
DOSSIER	
MEXIQUE : Le gouvernement contre les masses et le PRT	8-9
INTERNATIONAL	
NICARAGUA : Une révolution populaire Des coopérants suisses témoignent	7
BRÉSIL : Après l'immense mobilisation pour les élections présidentielles directes	10
ITALIE : La mort de Berlinguer	11
ISRAËL : Le sionisme pris à son piège	11
35 heures en ALLEMAGNE FÉDÉRALE : L'urgence d'une autre politique syndicale	12
Accord à 38,5 heures : On aurait pu avoir mieux et plus	12
POLOGNE : Des élections contre la solidarité	13
YOUGOSLAVIE : Nouveaux cas de répression	13
À LIRE	
"La pensée vivante de Sandino", présentation de Jean Ziegler	14
"Qui dirige la Suisse ?"	14
La face cachée de l'horlogerie genevoise	15
L'ÉVÉNEMENT	
Travail de nuit des femmes : une libération en forme de chaînes	16

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucau
1003 Lausanne
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon



Alerte : RÉPRESSION AU CHILI

Le 19 juin, Rafael Marotto Perez, 71 ans, vice-président du Mouvement démocratique populaire (MDP) et José Sanfuentes, secrétaire national du MDP, ont été arrêtés à Santiago du Chili. Tous les deux ont été déportés vers des régions isolées du pays, où les conditions climatiques sont très rudes. Leur vie est en danger. Ecrivez, pour protester contre ces cas de répression, à :
Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Don Sergio Onofre Jarpa
Ministère de l'Intérieur
Palacio de la Moneda
SANTIAGO
Chili



“L'Heure de Cuivre” :

On se souvient que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait fait interdire la publication en langue allemande du livre *L'Heure de Cuivre* (Die Kupferstunde). Cet ouvrage, rédigé par un ancien délégué suisse au Salvador, Dres Balmer — dont La Brèche avait publié en avant-première de larges extraits, ce qui avait provoqué un débat avec le CICR (cf. nos numéros 286 du 20 novembre 1982 et 288 du 18 décembre 1982) — vient de paraître en français, aux Editions d'en bas¹. Dernièrement, le CICR a fait savoir qu'il renonçait aux poursuites juridiques contre Dres Balmer. Une attitude “raisonnable” qui s'explique certes par les traditions de la maison, toutes de discrétion. Mais aussi par des préoccupations directement politiques. Le CICR a finalement considéré qu'il valait mieux laisser tomber le voile de l'oubli sur cette affaire plutôt que de poursuivre un débat public. Pourquoi cela ? Parce que le livre de Balmer soulève une interrogation simple, aux conséquences cependant explosives pour le mythe de la Croix-Rouge, cet appendice essentiel de la bonne conscience helvétique. Si, explique en substance Balmer, le “travail humanitaire” du CICR restait largement en-dessous des urgences nées de la situation de guerre civile du Salvador; et si les exigences posées aux délégués — au nom de l'efficacité de leur mission — quant à leur neutralité et à leur modération contribuaient aussi à

L'action du CICR en question

noyer les véritables responsabilités de cette situation, quel serait alors le bilan de l'action du CICR ? Celui de l'emplâtre “made in Switzerland” sur la jambe de bois de Reagan et de ses alliés ? Voilà très exactement le genre de question que le CICR cherche à éviter.

L'auteur, lui, ne les évite pas : “Nous travaillons ici avec l'accord du gouvernement. Une réalité qui ne fait qu'améliorer l'image de marque de ce même gouvernement à l'étranger. Peut-être qu'en toute indépendance nous contribuons à renforcer celui-ci et, partant, à prolonger le conflit; il en coûtera peut-être plus de vies humaines, la guerre civile pourrait durer moins longtemps. J'imagine un travailleur humanitaire, il porterait mon nom et aurait peut-être la même tête que moi, qui, au vu de ces réflexions, se dirait qu'il serait plus humanitaire, puisque moins lourd en pertes humaines, de mettre ses forces au service de l'opposition.” (pp. 127-128) Voilà qui sent le souffre pour les responsables du CICR ! Ces responsables que Balmer peint ainsi : “(...) un Monsieur Juste-Milieu, voilà ce que vous devez être et vous verrez que ça en vaut la peine. Dans les bureaux du siège central il y a de très beaux exemples de cette espèce. Ils ne portent pas la barbe mais le collier, tout en eux est coupé sur mesure, et mesuré, cabal comme on dit ici, des hommes sans qualité, rien en eux qui sorte de la moyenne, tout est taillé au cordeau.” (p. 124)

Ce sens de la mesure fut cependant pris en défaut par “l'outrage” de la publication de l'ouvrage de Balmer. Voici pourquoi, selon l'auteur : “*L'Heure de Cuivre*, au lieu de présenter les aides venus de Suisse comme des héros, parle de leur travail quotidien et évoque aussi leurs doutes, les questions qu'ils se posent en tant que travailleurs humanitaires sur le terrain. C'est gênant.

“Dans *L'Heure de Cuivre* s'expriment des sympathies et des antipathies. En l'occurrence, ces sentiments entrent en contradiction avec ceux de l'establishment humanitaire qui ne saurait entreprendre ses actions sans les fonds des Etats-Unis. Si ce livre manifestait plus de sympathies pour les USA que pour les mouvements de libération, il n'aurait pas été interdit.

“C'est une question d'opportunité politique.” (p. 2)

Mais l'on sait bien que le CICR ne fait jamais de politique, puisqu'il est neutre...

Eric Peter

1. Dres Balmer, *L'Heure de Cuivre*, Editions d'en bas, Lausanne, 1984, 159 pages. Traduction d'Ursula Gaillard.



Solferino (1859) : ces dizaines de milliers de morts préfigurent les boucheries des guerres impérialistes.

Fondateur de la Croix-Rouge :

MAIS QUI ÉTAIT HENRY DUNANT ?

L'idée de la Croix-Rouge a 125 ans. C'est en juin 1859 que Dunant se lance au secours des blessés sur le champ de bataille de Solferino. Le CICR a célébré l'événement, discrètement, dans une église de Berne. Il est vrai qu'en plus d'un siècle le “droit humanitaire” de la Croix-Rouge n'a empêché ni la barbarie capitaliste (génocides nazi ou coloniaux), ni ses sinistres copies stalinienne. Les 40 000 morts de Solferino n'ont annoncé que les victimes des longues boucheries du XXe siècle. Or Dunant, à la fin de sa vie, a dénoncé cette tendance en des termes qui feraient pâlir les patients diplomates du droit humanitaire. On le voit aujourd'hui et le Conseil fédéral n'a pas trouvé mieux que de se faire représenter à la cérémonie de Berne par le chef d'Etat-major Jörg Zumstein. Celui-là même qui a condamné avec un bel élan humanitaire certains objecteurs de conscience à l'exil !

Retracée par Jacques Pous¹, l'évolution de Dunant n'a rien de la lénifiante histoire d'un philanthrope : “Le drame vécu par Henry Dunant n'a peut-être pas été, comme on l'a cru, celui de la misère, mais plutôt celui de l'impossible coexistence de l'idéal humanitaire qu'il poursuivait et de la réalité que la société et la classe à laquelle il appartenait lui permettaient de vivre.”

Un “colon philanthrope”

Fils du patriciat genevois, aristocrate hostile à la république, régime de gens grossiers, et au radicalisme en plein essor, Dunant est aussi un protestant conservateur, militant du mouvement du “Réveil” fidèle aux dogmes autoritaires de l'Occident chrétien. Comme certains de ses pairs et des bourgeois de l'époque, cet attachement aux valeurs morales le porte à un paternalisme bien-pensant envers la misère que provoque le capitalisme naissant.

Employé de banque, il est envoyé par la Compagnie genevoise, en 1853, organiser une colonie en Algérie. Il poursuivra ce projet colonialiste à son propre compte (Les Moulins de Mons-Djemila) et rêvera longtemps d'une colonie juive en Palestine. C'est qu'il croit aux bienfaits de la “civilisation occidentale”. Et l'Algérie est un monde vierge, où règne encore un ordre féodal qu'il admire par opposition à la déchéance de l'Europe bourgeoise. Mais il ne voit pas la

misère réelle des fellahs (paysans algériens).

Cette expérience algérienne se heurte aux difficultés. La misère des colons-ouvriers suisses, envoyés par les communes pour se débarrasser des pauvres à l'assistance, le choque. L'administration coloniale le tracasse. Enfin et surtout, après quelques années d'expansion, les difficultés financières arrivent. Cherchant dans la bonne société genevoise souscripteurs et appuis, se lançant dans des spéculations hasardeuses, il fait faillite, criblé de dettes. Les banquiers genevois, qui siègent de “bonne tradition” au CICR, n'ont eu alors pour lui que mépris et coups retors !

De Solferino à l'anticolonialisme

Ces contradictions, Dunant les a aussi vécues à Solferino. Les armées de la “civilisation occidentale” s'entretuaient comme des barbares ! Sa philanthropie humanitaire le porte au secours des blessés puis à fonder la Croix-Rouge. Avec l'espoir que le droit, défendu par la diplomatie neutre de “gens biens”, aura raison des gouvernements — ce qui reste le fondement du CICR.

Or, à la fin de sa vie, Dunant a dénoncé avec une autre violence le cynisme de son siècle, “ces pharisiens, ces Tartuffes, ces hypocrites”. Il achève sans pitié ses pairs de la banque : “Il est entendu que les manieurs d'argent, brasseurs d'af-

aires sont des prédateurs civilisés, et que la finance n'est que le faux nez du brigandage, une sorte de banditisme accommodé aux formes de la société moderne.” La répression de la Commune de Paris soulève son indignation : “une vraie guerre d'extermination avec toutes ses horreurs”. Et dans un écrit prophétique (*Ces peuples que nous avons asservis*), son humanitarisme devient franchement anticolonialiste :

“C'est sans remords que les pays que l'on appelle chrétiens commettent des crimes qu'ils décorent du nom de “politique coloniale”. Mais de quel droit les grandes nations de l'Europe portent-elles la désolation chez les peuples de l'Asie, de l'Afrique, de l'Océanie, qui ne demandent qu'à rester libres et qui ont certes bien le droit de rester maîtres chez eux ? (...) L'heure de l'expiation sonne pour les Européens et les races indignement exploitées par eux, rançonnées pendant de longues années, trop souvent molestées sans pitié, se vengent d'une manière effroyable sur les envahisseurs de leur patrie.”

Dunant lui-même en conclut que le temps de la philanthropie touche à sa fin et que suivra “le temps de la justice”. Son engagement le portait au-delà de la diplomatie humanitaire derrière laquelle se retranche aujourd'hui le CICR. Que la Croix-Rouge aide à sauver des vies n'est pas ici en question. Mais elle sert aussi de bonne conscience “philanthropique” à ceux que Dunant appelait les pharisiens, les Tartuffes et les hypocrites, et qui, de nos jours, prônent les droits de l'homme tout en finançant l'étranglement du tiers monde. La bonne société helvétique, patrons, banquiers et diplomates, qui siège au Comité du CICR n'a évidemment pas rappelé cela lors de sa cérémonie de Berne...

Michel Thévenaz

1. Jacques Pous, *Henry Dunant, l'Algérien*, Editions Grounauer, Genève, 1979. Nous conseillons vivement la lecture de ce livre, portrait vivant et concret d'un colon, philanthrope puis désillusionné, et de son époque.

Fredy Aeberli, membre du Comité central du Syndicat du livre et du papier :

«Les 35 heures, une tâche et une revendication internationales»

A l'occasion de la parution de son 250e numéro, *bresche*, organe du PSO en langue allemande, a publié des contributions de diverses personnalités du mouvement ouvrier. Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'article de Fredy Aeberli, l'un des dirigeants de l'aile combative du Syndicat du livre et du papier (SLP), qui vient d'être élu secrétaire central.

«Tous ceux qui sont engagés dans l'action syndicale regardent depuis quelques semaines du côté de l'Allemagne de l'Ouest avec un espoir mêlé de craintes. Car la possibilité de voir la limite — aujourd'hui largement répandue — de la semaine de 40 heures massivement abaissée s'y décide, dans une dure confrontation. (...)

Ce qui rend la lutte pour les 35 heures en Allemagne fédérale exemplaire, c'est la combinaison de deux syndicats, l'IG Druck und Papier et l'IG Metall, dans leur lutte commune. Tous les deux ont, par une préparation de fond, c'est-à-dire par une formation intensive, par des explications systématiques, préparé leurs membres à une telle lutte. Tous deux, en adoptant une tactique flexible mais conséquente, se sont donné la possibilité de mener une longue confrontation.

Conformément à l'idée qui est à la base des manifestations du 1er Mai, la lutte pour les 35 heures reste une tâche et une revendication internationales. L'unification

de la lutte, par-delà les frontières et au même moment, autour d'un objectif commun est une perspective réalisable. Sans quoi, quel serait le sens des nombreux contacts internationaux, s'ils ne débouchaient sur des réalisations pratiques ? La solidarité internationale est une tâche permanente, qui doit aussi être présente dans la pratique quotidienne.

Si l'on juge de la pratique syndicale helvétique à l'aune de ces obligations internationales, on peut être tenté de dire que les activités et les

objectifs de l'Union syndicale suisse (USS) sont à côté de la plaque. Un rejet aussi global ne mènerait toutefois qu'à soupirer après des désirs irréalisables. Il faut se confronter à ce qui existe vraiment, à la situation réelle !

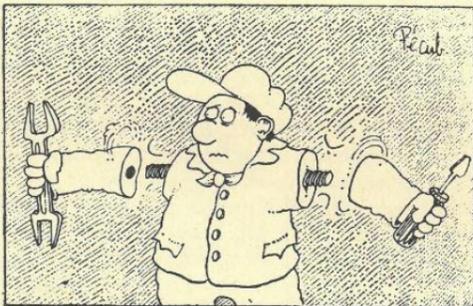
Elle est telle en Suisse que la réalisation de la semaine de 40 heures, dans de larges secteurs, n'est encore pas faite. Le report de son introduction durant des décennies est effectivement dû à la politique erronée menée par l'USS : rejet, il y a près de dix ans d'une initiative pour les 40 heures en utilisant des arguments patronaux, lancement raté de sa "propre" initiative, nouveau départ sans utilisation toutefois du soutien offert par les forces de gauche.

Tout ce qui nous sépare encore

d'une conception internationale, on peut le voir dans le silence — largement discuté — de l'USS à propos de la lutte pour les 35 heures : jusqu'à maintenant, même pas une simple déclaration orale de soutien ! De cette manière, on se refuse aussi à utiliser, dans la propagande, cette lutte pour soutenir ses propres efforts en matière de réduction du temps de travail.

Mais il n'est pas fatal d'en arriver là : l'action du Comité de soutien à la semaine de 40 heures de Zurich le montre. L'assemblée publique convoquée par ce comité et animée par un permanent syndical de l'IG Metall était si stimulante que de nombreux syndicalistes suisses, frustrés, s'en sont trouvés tout "regonflés". C'est bien la preuve que même lorsque les temps sont difficiles, un patient travail d'explication permet de créer les conditions de grands mouvements de lutte. »

1. Depuis la rédaction de cet article, l'USS s'est fendue d'un communiqué de solidarité avec "les grévistes luttant pour la réduction du temps de travail". Et c'est tout ! (cf. *La Brèche* no 322 du 23 juin 1984, l'article intitulé "Pour l'Europe des 35 heures"). Sur le fond — absence de solidarité pratique et d'utilisation propagandiste de la lutte — la critique d'Aeberli reste entièrement fondée.



Nouveau contrat collectif dans l'imprimerie :

LA FÊTE AUX PATRONS

Durant plus de 18 mois, l'imprimerie n'était pas régie par un contrat collectif. L'adoption par les deux associations professionnelles (le Syndicat du livre et du papier — SLP — d'un côté, l'Association suisse des arts graphiques — ASAG — de l'autre) d'un contrat collectif d'une durée de quatre ans a mis un terme à cette situation. Ce résultat ne peut réjouir que les patrons de l'imprimerie.

Les 90 o/o des patrons de l'imprimerie organisés dans l'ASAG ont voté pour le contrat issu des

négociations conventionnelles. Ce n'est pas un hasard : toutes les revendications syndicales essentielles

ont en effet été repoussées et les améliorations, lorsqu'il y a améliorations, sont tout juste des "sucrinets". Par contre les patrons ont réussi à faire passer leurs prétentions : diminution du salaire minimal des opérateurs et opératrices de saisie (clavistes), possibilité d'abaissement du niveau des salaires par la création de postes "d'assistants", etc. Il est intéressant de voir que les patrons confrontés aux sections syndicales les plus combattives ont approuvé plus massivement que la moyenne le nouveau contrat : par 99,1 o/o des voix à Zurich et 92 o/o à Genève.

L'immobilisme syndical

Du côté syndical, le Syndicat (chrétien) des arts graphiques (SAG) s'est prononcé pour le nouveau contrat par 85 o/o des voix ; cette proportion est de 64 o/o au SLP. Les sections de Genève, Bellinzona et Zurich n'ont pas suivi le mot d'ordre de oui de la direction centrale, rejetant le résultat des négociations par 78 o/o, respectivement deux fois 60 o/o, des voix. Cela dans une situation où personne ne pouvait plus espérer une améliora-

Une élégante discrimination

"Article 47 : Salaires minimaux" mensuels pour semi-qualifié(s) :

"travailleuses"	1980.-
"travailleurs"	2416.-

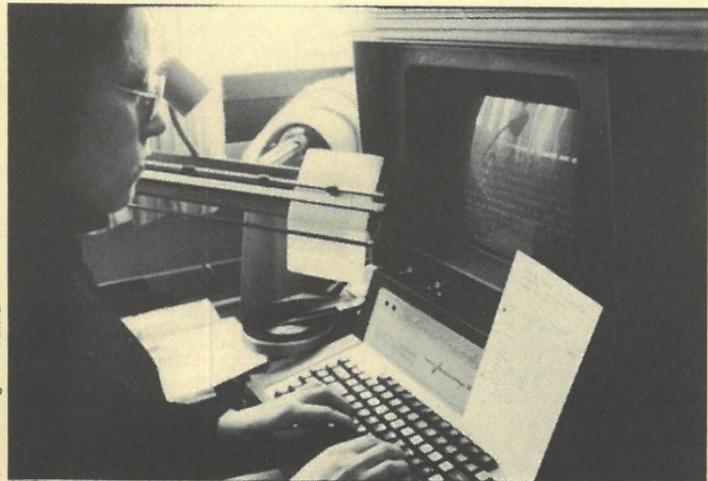
L'ancien contrat collectif désignait cela autrement. Il parlait de travaux légers et de travaux lourds. Par contre, le nouveau contrat contient la phrase suivante :

"Si une travailleuse accomplit la même activité qu'un travailleur, le salaire minimal pour travailleurs sera applicable."

L'essentiel pour les patrons étant, n'est-ce pas, que rien ne change vraiment !

tion du contrat collectif. Cette fin sans gloire est l'oeuvre de la direction du SLP, qui a joué la même carte que le SAG, celle de l'enlèvement ! Elle ne s'est pas opposée aux résolutions combattives, elle n'a simplement rien entrepris pour préparer effectivement la lutte. Ainsi la majorité des deux tiers favorables aux mesures de lutte a pu être transformée en 64 o/o d'approbation à un contrat collectif que personne n'ose même présenter comme un compromis.

correspondant



Une opératrice de saisie : son salaire minimal est réduit dans le nouveau CCT.

photo Sergio Medina

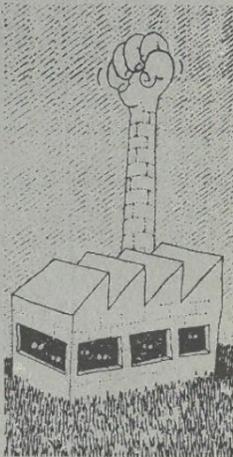
Horlogerie :

LES BANQUES SE RETIRENT

Début avril, l'ASUAG/SSIH promettait qu'il n'y aurait pas de licenciements dans le cadre des restructurations actuelles. Dès ce moment, le PSO dénonçait l'accord conclu entre les "partenaires sociaux" comme une tromperie. Nos soucis sont aujourd'hui doublement confirmés.

Le journal financier Schweizerische Handelszeitung (3 mai 1984) explique que l'accord a été négocié "de façon subtile, afin que les syndicats, grâce aux résultats favorables des négociations, gardent leur crédibilité" et d'autre part que "la réduction inévitable des emplois va se faire par la petite porte". De plus "il y aura toute une série de départs naturels et ce sera dur pour les 100 autres qui resteront : job-sharing avec réduction de salaire."

Ces faits, annoncés froidement, sont vécus pratiquement par les travailleurs et les travailleuses de Longines et d'Omega à Bienne et Cortébert. Des licenciements ont déjà été prononcés, des déplacements et déclassements pratiqués. Chez ETA à Granges, une quarantaine de personnes ont été licenciées le mois passé. Même les projets de restructuration et de démantèlement de Thomke se brisent sur le mur des banques. La Neue Zürcher Zeitung (NZZ) du 22 juin annonçait que les banques commencent à se retirer de l'ASUAG/SSIH. Fin 1982, elles avaient fait passer, en expropriant la plupart des actionnaires, leurs capitaux propres à 600 millions. Aujourd'hui, par une astuce comptable, ce montant est réduit à 393 millions et le groupe industriel horloger est sommé de rembourser à terme les 207 autres millions. La NZZ constate elle-même que le coup est dur pour l'horlogerie et que ce retrait n'est qu'un premier pas.



La remise en cause des projets de restructuration qui s'ensuivra ne peut avoir qu'une seule conséquence : une réduction plus massive encore de l'emploi.

Cette nouvelle preuve du gâchis économique et social provoqué par les grands capitaines d'industrie et de la banque pose en même temps une exigence élémentaire aux pouvoirs publics : il est plus que jamais temps de prendre le contrôle du groupe industriel, afin de maintenir l'emploi et d'assurer une diversification vitale pour la région.

Genève :

LE CHÔMAGE AU JOUR LE JOUR



Action du comité de chômeurs à Genève en juin 1979.

"SI ON N'A PAS VÉCU LE CHÔMAGE, ON NE PEUT PAS SAVOIR CE QUE C'EST. NOS AMIS MÊME NE COMPRENENT PAS, ILS PENSENT QU'ON DRAMATISE."

Genève, lundi matin, animation dès 8h30 devant l'Office de l'emploi. Les chômeurs viennent timbrer. Un panneau de l'Association de défense des chômeurs (ADC) retient leur attention : "Remplissez le questionnaire pour le recyclage"; autour, des discussions s'engagent. Beaucoup n'ont rien en vue et les indemnités ne seront bientôt plus versées.

"J'ai deux gamins, moi, je ne peux pas vivre avec 2400 francs par mois. J'ai une indemnité de chômage de 3400 francs et le placeur, tout ce qu'il me propose, c'est à 2000 ou 2400 francs. Il faudra faire travailler ma femme. C'est dur quand on est qualifié, quand on a

On se croyait en sécurité parce qu'on avait une bonne place, des enfants, une femme à la maison. La famille de rêve, quoi ! Le chômage bouleverse tout ça. Des gens sans formation sont engagés à notre place à un salaire de la moitié du nôtre. Et eux, on les remplacera bientôt par des machines."

— Je ne comprends pas pourquoi tu ne profiterais pas du chômage pour t'occuper de tes enfants; quand tu bossais, tu ne les voyais pas beaucoup ?

"— Il faut venir timbrer deux fois par semaine, là tu perds toute la matinée. Le petit, il a trois ans, je ne peux pas chaque fois le prendre avec moi. Ensuite le grand (5 ans) sort de l'école, il faut quelqu'un à la maison quand il arrive. Et puis, un homme ne peut pas s'occuper tout seul de petits enfants. Des fois, le placeur nous convoque, il discute avec nous pour rien : jamais il ne nous propose vraiment quelque chose de convenable. C'est encore une perte de temps. Et il y a encore les dix signatures à aller chercher."

"— En plus, les boîtes commencent à refuser les signatures. Depuis huit mois qu'on est au chômage, on a déjà fait toutes les boîtes de

Genève. Il y a 1500 places offertes et 3000 demandeurs d'emploi, chiffres officiels. Ils nous renvoient comme des chiens, ils nous disent qu'ils n'ont pas mis d'annonces et qu'on sait bien qu'ils n'ont pas de travail. Alors pourquoi est-ce qu'on a l'obligation de faire dix offres de service par mois ?"

"— Moi, je suis mécanicien de précision, jamais je ne retrouverai du travail dans mon métier. En plus, j'ai 54 ans, on me dit toujours que je suis trop vieux."

"— Si tu acceptes un salaire de

2000 francs tu n'es jamais trop vieux; moi j'ai eu des offres à 2000 francs, on m'aurait prise tout de suite. Quand je disais que mon indemnité était de plus de 3000 francs alors j'étais trop vieille."

"— Il faudrait se recycler, mais à 42 ans ça ne vaut plus la peine. De toute façon, je ne trouverai jamais un patron qui sera d'accord de me recycler. L'Etat paie une partie du salaire si un patron est d'accord de recycler et d'engager la personne, mais même comme ça aucun patron ne veut recycler une femme de 42

ans, et l'Etat n'a rien prévu pour nous, on n'a plus qu'à attendre la mort."

Tous ne sont pas aussi découragés : seize personnes de plus de 55 ans indiqueront dans le questionnaire qu'elles entreprendraient effectivement un recyclage si on le leur proposait. Mais la plupart se sentent dans une souricière : plus de travail dans leur profession, pas de recyclage et de toute façon pas assez de travail pour tous si l'on continue à travailler plus de 40 heures par semaine. "On devrait faire comme les travailleurs allemands, se battre pour les 35 heures. Nous, ici en Suisse, on est pire que les moutons, on ne bêle même pas." Pourtant celui qui parle ainsi a été de toutes les luttes; toutes les semaines, il vient à l'assemblée des chômeurs, il prend une part active à toutes les actions de l'ADC.

— Pourquoi tu fais tout cela, si tu penses qu'on ne fera jamais rien en Suisse ?

"— C'est vrai, je n'arrêterai jamais de lutter, je sais que c'est la seule manière d'obtenir quand même quelque chose. Et d'abord il faut obtenir la prolongation des indemnités à 250 jours pour tout le monde. En même temps, on va exiger de l'Etat qu'il engage, pour six mois au moins, les chômeurs qui arrivent au bout de leurs indemnités. Ce qu'on veut ensuite, c'est la prolongation jusqu'à ce qu'on retrouve du travail."

Enquête sur le recyclage

L'Association de défense des chômeurs (ADC)¹ a lancé fin mai une enquête visant à déterminer les besoins des chômeurs en matière de recyclage. Trois sujets étaient abordés : leur formation actuelle, leurs besoins éventuels d'une révision de leur formation de base, leurs besoins en recyclage (type de formation et secteurs désirés).

Voici les premiers résultats portant sur 262 questionnaires rentrés, dont 250 provenant de chômeurs inscrits.

155 chômeurs ou chômeuses désirent une formation de base. 213 désirent un recyclage, surtout un perfectionnement ou une remise à jour dans leur propre profession. Par rapport aux 52 recyclages qui ont bénéficié de l'aide de l'Etat en 1983, les besoins exprimés par les chômeurs sont énormes.

Les personnes qui ont le plus de difficulté à obtenir un recyclage sont les non qualifiés, les femmes dès 30 ans et les hommes dès 40 ans, même qualifié(e)s.

Les besoins et la volonté des chômeurs existent : l'Etat doit dès maintenant mettre sur pied des possibilités de recyclage pour tous ceux que la gabegie du capitalisme condamne à l'inactivité et à l'assistance.

1. L'Association de défense des chômeurs de Genève se réunit tous les mardi matin dès 10 h, 7, bd Carl-Vogt.

Prochaines activités : lancement d'une pétition pour la prolongation des indemnités; suite de l'enquête sur le recyclage et préparation de propositions concrètes; recours pour des cas particuliers.

travaillé pendant plus de 20 ans, de rester sans rien faire et de devoir envoyer sa femme au boulot !"

— Ta femme, elle a un métier ? Elle a déjà travaillé ?

"— Oui, avant qu'on ait les enfants. Maintenant, ça fait six ans qu'elle a arrêté. Elle est secrétaire, elle parle quatre langues. Elle trouverait plus facilement du boulot que moi, mais c'est pas normal si c'est la femme qui doit aller travailler, et l'homme qui ne fait rien."

Un collègue intervient : "C'est vrai, il y a des femmes qui ne supportent pas que le mari soit au chômage, et elles n'ont pas envie de recommencer à travailler."

"— Le chômage c'est le désordre.



Interfoto

Initiative assurance maladie :

Les caisses dans l'arène?

A l'occasion de son assemblée annuelle du samedi 23 juin, le Concordat suisse des caisses-maladie a annoncé son intention de lancer une initiative populaire fédérale pour une "assurance maladie financièrement supportable". Cette décision vient après celle du Parti socialiste et de l'Union syndicale suisse de lancer, de leur côté, une initiative cet automne.

L'initiative que se propose de lancer le Concordat contiendrait trois postulats :

- * la limitation de l'explosion des coûts. Selon l'ancien président du Concordat, Felix von Schroeder : "La Confédération devra examiner si à l'avenir l'ouverture de centaines de nouveaux cabinets de médecins ou d'autres thérapeutes est possible. L'explosion des coûts est avant tout le résultat d'une offre croissante dépassant toutes les bornes." Le Concordat voudrait soumettre l'exercice de la profession à la clause du besoin : l'ouverture d'un cabinet médical ne serait possible que si l'existence d'un besoin est établie.

- * Un financement causal par l'Etat : la Confédération n'aura le

droit d'imposer de nouvelles prestations aux caisses que si elle contribue à leur financement.

- * Des subventions aux primes : les cantons doivent assurer une diminution des primes aux assurés à faibles revenus.

Afin de faire face à la dégradation de la situation actuelle, l'initiative contiendra une disposition transitoire levant, avec effet immédiat le blocage des subventions de la Confédération aux caisses-maladie. L'application de cette disposition en 1982 aurait entraîné une augmentation des subventions de 836 millions par année à 1356 millions de francs.

Ces propositions sont très limitées. Surtout, elles ne contiennent aucune disposition pour éliminer les

inégalités sociales marquant encore profondément le système actuel de l'assurance maladie.

En maintenant le système des primes, le Concordat ne tient aucunement compte de son caractère antisocial qui, notamment, frappe durement les familles avec enfants. Dans ce système, les personnes aux revenus élevés paient exactement la même prime que ceux disposant de bas revenus. Le Concordat ne se prononce aucunement sur la hausse massive des franchises frappant les assurés. Aucune proposition, non plus, d'établir l'égalité des primes pour hommes et femmes, ou encore de supprimer les primes pour les enfants. Pas un mot sur la suppression des limites de durée des prestations, ni sur l'encouragement des soins à domicile et de la médecine préventive.

En outre, le Concordat refuse l'introduction de l'assurance maladie obligatoire, ce qui empêche un effet de solidarité entre bas et hauts revenus.

En se bornant à réclamer plus de subventions, en se taisant sur les nombreuses inégalités sociales contenues dans l'actuel système de sécurité sociale, le Concordat renforce le camp bourgeois, le camp de ceux qui veulent limiter au maximum les aspects sociaux de l'assurance maladie.

La volonté du Concordat de se lancer vraiment dans une récolte de signatures n'est, toutefois, pas manifeste. Un texte d'initiative n'a pas encore été présenté. En outre, il semble bien que l'annonce de l'initiative a pour but essentiel de peser sur les débats parlementaires en cours à propos de l'assurance maladie. C'est dire qu'il n'est pas certain que le Concordat se lance véritablement dans l'arène. D'autant plus que des dissensions se font jour dans l'Union syndicale suisse et le Parti socialiste sur l'opportunité de lancer leur propre initiative. Cela pourrait bien conduire à l'attentisme de part et d'autre.

A. Meylan

Votation sur le nucléaire du 23 septembre :

NON AUX CENTRALES ET À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Après l'échec, de justesse, d'une première initiative anti-nucléaire, le mouvement de masse contre les centrales a relancé une nouvelle offensive politique sous forme de deux initiatives, l'une antinucléaire, l'autre sur l'énergie. La première a rencontré un large consensus, excepté quelques divergences tactiques qui avaient conduit à un projet — avorté — d'initiative pour le blocage des centrales. L'initiative sur l'énergie par contre avait provoqué une forte discussion dans le mouvement, où le PSO (alors LMR) avait joué un certain rôle.

L'initiative sur l'énergie, lancée par les "modérés" du mouvement (surtout l'appareil de la Fondation suisse pour l'énergie), formulait leur projet d'une politique énergétique "en positif". Le PSO l'avait combattue, avec d'autres forces radicales du mouvement (Coordination nationale antinucléaire, Action non violente contre Kaiseraugst), obtenant que les deux initiatives soient lancées séparément et que le courant radical ne soit représenté que dans le comité pour l'initiative antinucléaire. Le PSO avait donc participé activement à la récolte de signatures pour l'initiative antinucléaire et boycotté celle sur l'énergie.

Nos critiques à l'initiative sur l'énergie

Nos critiques à cette initiative portaient surtout sur l'impôt sur l'énergie. Nous avons combattu cet impôt indirect parce qu'il est essentiellement à charge des salariés et parce que le fonds qu'il doit créer servirait à financer en retour des propriétaires privés (de l'immobilier, d'entreprises d'énergie alternative). Ces critiques ont conduit les auteurs de l'initiative à exclure de la taxation les besoins de base en énergie des personnes physiques — ce qui n'empêche pas pour autant cet impôt d'être reporté sur les salariés par le biais des loyers et des prix.

Nous critiquons en outre :

- * l'idée de "décentralisation" donnant la priorité aux petites unités pour l'approvisionnement en énergie. Concrètement, l'initiative ne touche d'ailleurs que les centrales nucléaires, car il n'existe pas, en Suisse, d'autre projet géant en discussion;

- * la conception économique sous-jacente qui croit pouvoir corriger, par des impôts, subventions et autres facilités financières, la logique du marché destructrice pour l'environnement, sans mettre en question l'économie de marché elle-même.

Cette critique avait et garde un lien immédiat avec notre volonté de développer un pôle radical dans le mouvement antinucléaire et écologiste, qui sache se lier aux préoccupations du mouvement ouvrier et prenne donc clairement position contre des impôts indirects et toute proposition ou idéologie des "sacrifices nécessaires" et d'austérité. Nous les maintenons totalement et continuerons à les défendre dans nos publications.

La bourgeoisie refuse tout

A l'approche de la votation du 23 septembre, ces deux initiatives provoquent une très forte polarisation. L'initiative antinucléaire est massivement refusée par la majorité de la bourgeoisie, plusieurs

secteurs du capital s'étant engagés dans cette affaire (producteurs de centrales, industrie électrique, créanciers, etc.). Depuis des mois, le lobby nucléaire dirige une vaste campagne pour une énergie nucléaire "propre", la substitution du pétrole par l'électricité — afin de diminuer la dépendance envers les pays de l'OPEP. Ce front bourgeois est soutenu par l'aile la plus réactionnaire de la bureaucratie ouvrière qui colporte ses arguments sur la défense de l'emploi (Reimann, Egli).

L'initiative sur l'énergie apparaît, dans cette situation, comme la sœur jumelle de la première, provoquant la même polarisation. Le principal reproche de fond des opposants bourgeois à cette initiative est qu'elle conduit également à stopper, dans les faits, la construction des centrales nucléaires.

Mais l'opposition bourgeoise fait aussi clairement campagne pour "la défense de l'économie de marché". On vante la capacité de régulation du marché, y compris dans l'approvisionnement énergétique (économies d'énergie, etc.) pour s'attaquer aux interventions, contrairement à l'économie de marché, de l'initiative sur l'énergie : ses dispositions restrictives seraient un pas vers "plus d'Etat", vers l'économie planifiée. On reproche même aux initiants l'intention cachée de vouloir renverser le système social ou — pour reprendre la formule du bureau de propagande Farner — de faire un pas vers "un système de pouvoir socialiste".

Non à l'économie de marché !

Cette campagne cherche bien sûr aussi à retourner contre l'initiative l'impopularité d'un impôt sur l'énergie. Cela a conduit le comité d'initiative à ne plus parler que d'un taux d'imposition de 2-3 o/o (soit 200 à 300 millions de recettes) et à mettre à l'arrière-plan le caractère interventionniste de cet impôt dans les lois du marché. Enfin, les opposants ne se gênent pas pour faire passer les initiants pour de ridicules naïfs.

La confrontation est pourtant claire et reste : "Oui ou non aux centrales nucléaires — oui ou non à l'économie de marché." Les grands partis bourgeois, les associations économiques dictent leur non sur ce principe. Les partis de gauche (PSS, PSA, PdT, POCH), l'USS (Union syndicale suisse) probablement, les organisations écologistes (dont l'Action non violente contre Kaiseraugst, qui avait soutenu notre critique à l'initiative) disent oui, avec quelques dissidents de partis bourgeois.

Se fondant sur cette polarisation dans le cadre de cette votation, le PSO appelle à voter oui à l'initiative



Peinture murale contre la centrale de Lemoiz, au Pays basque, dont la construction est abandonnée. Son texte : "Il était une fois l'homme"...

MERCI MONSIEUR LE PRÉSIDENT !

Interrogé par la *Schweizerische Handelszeitung* (SHZ, 21 juin 1984), le président de la Confédération explique :

SHZ : Quel que soit le résultat du vote, Kaiseraugst sera de toute façon construite ?

Léon Schlumpf : Je crois bien ! Pour autant que toutes les procédures — dont ces deux initiatives — soient achevées et que l'autorisation encore pendante au Conseil national soit donnée. (...)

SHZ : Mais l'acceptation dépend aussi de la clause du besoin dont l'interprétation est large.

Léon Schlumpf : Le législateur a introduit la clause du besoin en 1978. Mais la conception n'a jamais été d'en faire une démonstration de preuve exacte. Il s'agit d'hypothèses d'avenir qui ne peuvent être soumises à une série de preuves. Le besoin devrait pouvoir être démontré dans le sens d'une perspective raisonnable. (...)

Parlant des centrales au charbon, M. Schlumpf devient soudain soucieux d'écologie :

"Je crains fort que des centrales au charbon ne puissent être construites en assurant vraiment la protection de l'environnement (...). Comment maîtriser le problème de l'élimination des scories ?"

Et les déchets nucléaires, M. le Président ?

En conclusion :

SHZ : Si l'une des deux initiatives est acceptée, vous devrez faire une politique énergétique à contre-cœur. Y êtes-vous prêt ?

Léon Schlumpf : Je n'ai pas encore réfléchi à la question. Si l'une des initiatives est acceptée, nous devons l'appliquer. Je suis trop démocrate pour ne pas le faire. Reste à réfléchir si je le ferai avec le même engagement au sens où je l'entends pour un homme politique.

Visiblement la démocratie a des exigences qu'une certaine politique ne tolère pas. Merci de nous le rappeler, M. le Président !

sur l'énergie — sans pour autant renoncer à la critique de son contenu. Evidemment, le PSO appelle aussi à voter oui à l'initiative antinucléaire, que nous jugeons politiquement plus importante que celle sur l'énergie.

A l'inverse des initiants de cette dernière, notre argumentation répond justement aux reproches les plus réactionnaires qui lui sont faits pour montrer qu'il est nécessaire de

rompre avec l'économie de marché et de soutenir une planification généralisée.

C'est l'occasion de développer une propagande qui va au-delà des interventions que propose l'initiative, et explique notre objectif : la nationalisation de tout le secteur énergétique sous contrôle public des consommateurs, des organisations écologistes et des syndicats.

Bureau Politique du PSO

3-4-5 août :

TOUS À VÉLO CONTRE MALVILLE

A 70 km de Genève, Superphénix près de Malville est dans sa phase finale de construction. Cette centrale de surgénérateur est expérimentale. Son mode de fonctionnement, peu sûr et très onéreux, a conduit les Américains à renoncer à ce système. Le combustible employé (le plutonium) est obtenu par retraitement, à l'usine de La Hague, de l'uranium provenant de centrales nucléaires classiques. Concernant les dangers, on peut en citer trois principaux :

- le retraitement des déchets produit à son tour des résidus hautement radioactifs et inutilisables dont la longévité radioactive se mesure en milliers d'années;

- le fonctionnement d'un surgénérateur implique que le cœur du réacteur contient du plutonium refroidi par du sodium. Celui-ci a la propriété d'exploser au contact de l'eau. Or des centaines de kilomètres de tuyaux très minces contenant du sodium sont immergés dans de l'eau !

- ce surgénérateur produit plus de plutonium qu'il n'en consomme. Le combustible peut être utilisé pour la fabrication de bombes atomiques.

Aussi les 3-4-5 août, tous et toutes à Malville.

Rendez-vous à Genève pour le départ de la convergence cycliste : Plaine de Plainpalais, vendredi 3 août, à 10h30.



RADIATION



ZONE DE RESTRICTION

Défense d'entrer

Défense de travailler

dans cette zone, sauf pour les personnes enregistrées comme travailleurs professionnellement exposés

Défense de FUMER MANGER BOIRE

au-delà de cette limite

sans film-badges
si vous n'en avez pas contactez

Nicaragua :

UNE RÉVOLUTION POPULAIRE



Un comité d'éducation d'adultes dans une coopérative d'Esteli. La responsable du comité, Adilia (au premier plan), rêve d'une salle de classe comme on en voit une sur son journal.

* DES COOPÉRANTS SUISSES TÉMOIGNENT

19 juillet 1984 : la Révolution Populaire Sandiniste fête son cinquième anniversaire. "Révolution populaire" — le terme reste, ici, souvent abstrait. On lui accorde au mieux un caractère bon enfant, quelque peu naïf, avec des réserves sur les garanties démocratiques du régime. Même dans la gauche, imprégnée par des décennies de fonctionnement des institutions démocratiques bourgeoises, le contenu réel des acquis démocratiques de la révolution sandiniste tend à s'estomper. La campagne de Reagan contre le "totalitarisme sandiniste" (qui justifie l'intervention contre le Nicaragua libre) porte ses fruits.

Des coopérants suisses au Nicaragua, de passage en Suisse, ont été frappés par cette incompréhension de ce que signifie pratiquement la "révolution populaire" dans la vie quotidienne du paysan et du travailleur nicaraguayen. Ayant travaillé plusieurs années là-bas, ils racontent comment sont perçus les problèmes de la "démocratie", du "totalitarisme" des "droits de l'homme". Et ils précisent d'emblée : "Si l'on veut comprendre le Nicaragua, il faut le comparer à lui-même, ou aux autres pays de la région." Le sous-développement, ce sont les problèmes cumulés de la dépendance économique, de l'instruction, des services collectifs et de la souveraineté nationale — autant de tâches que les pays impérialistes ont dû résoudre avant d'asseoir leurs "normes démocratiques".

Les révolutions ne sont pas des miracles

"Du passé, on ne fait jamais complètement table rase. Des abus de fonctionnaires, de militaires, il y en a eu après la révolution, il y en a encore, il y en aura pour longtemps. Corruption, exactions physiques, abus de pouvoir, assassinats même, nous pourrions citer des cas précis. Mais le problème n'est pas là. Dans un pays qui a une histoire pleine de violences, la question est de savoir si ces violations des droits de l'homme sont couvertes, encouragées, organisées par le pouvoir en place. Les rapports sérieux (ceux d'Amnesty International entre autres) répondent clairement non à cette question.

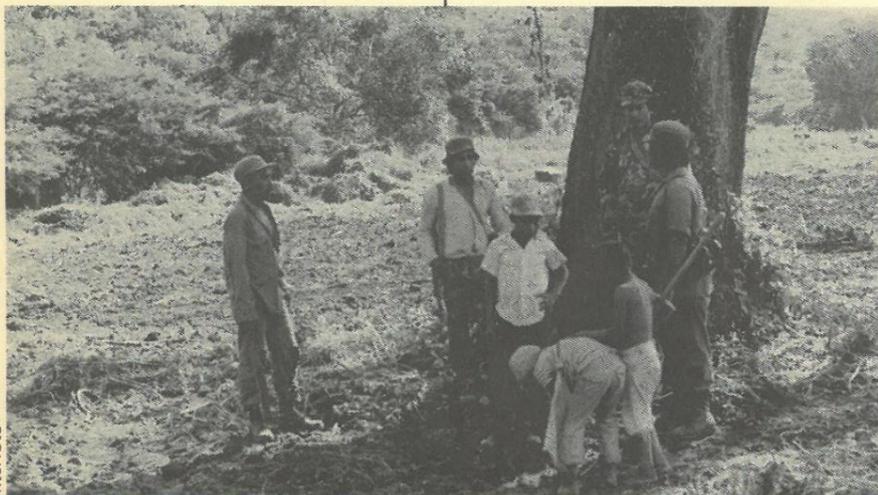
Non seulement les larbins mais aussi les hauts responsables sont en général jugés et condamnés lourdement, en présence des victimes, de leurs familles et voisins. C'est vrai qu'il est rarement fait publicité de ces procès dans les médias nationaux. Le prétexte invoqué est qu'ils seraient utilisés par l'opposition et par l'ennemi. Ça se discute."

De plus en plus d'armes, partout

"Après l'intervention américaine à Grenade, en octobre 1983, 150 000 à 300 000

armes ont été distribuées au Nicaragua. Les milices territoriales (des volontaires non professionnels) quadrillent le pays et gardent tous les points stratégiques. L'armée professionnelle, qui ne compte environ que 20 000 hommes, est peu visible. Elle se prépare à faire face à une intervention hondurienne ou américaine. Les milices mènent, la plupart du temps, la chasse aux "contras". Un armement massif de la population a été réalisé. On voit beaucoup plus d'armes que d'uniformes. Les miliciens ressemblent aux combattants de Sandino, à la différence qu'ils ont maintenant des Kalachnikov (pistolet-mitrailleur de fabrication soviétique). Comparés aux "contras", avec leur justaucorps "stretchs", leur Eau de Cologne et leurs armes toujours neuves (ils les abandonnent très facilement), les miliciens ont l'allure d'une armée irrégulière.

Alors parlons-en, du totalitarisme ! Dans quel pays totalitaire voit-on des distributions massives d'armes aux pauvres — qui sont de loin les plus nombreux, au Nicaragua comme ailleurs ? De deux choses l'une : soit les sandinistes sont aveugles et ne vont pas tarder à se faire abattre par les milices, soit ils bénéficient d'un solide appui populaire."



Fin du travail dans une coopérative d'autodéfense. Ces paysans vivaient sur une colline (fond de la photo). Ils ont dû partir et ont reçu, en échange, ces bonnes terres plates et alluviales.

Dans l'orbite de Moscou ?

"Un petit pays, qui a des problèmes pour fabriquer du papier hygiénique et de la pâte dentifrice, ne peut pas prétendre à l'indépendance économique. La seule option pour consolider son indépendance politique est de diversifier la dépendance : échanges avec les pays de l'Est (ils ont augmenté de 20 o/o), avec les pays arabes (l'Algérie et l'Iran achètent le sucre), avec les pays latino-américains (l'Argentine vend des autobus). Cependant, les Etats-Unis ont encore la part du lion. L'annulation des importations de sucre, décrétée par les USA, a été condamnée par le GATT (organe international sur les accords douaniers). La mesure est illégale, ce qui permet au Nicaragua de prendre légalement des mesures de rétorsion contre les USA..."

Glisser dans "l'orbite de Moscou" est facile sur les mappemondes des salles de rédaction. Demandez aux Cubains ce qu'ils en pensent : "Aller acheter des pièces de rechange à Londres ou à Stockholm avec des dollars cash en poche et vous faire refuser l'achat parce qu'ils ont détecté le Cubain — non merci !" disent-ils. "Évitez à tout prix le blocus ! Cela nous a coûté tellement cher." Quand un pays produit surtout des produits de dessert (café, sucre, bananes), c'est bien difficile. Le papier, la pâte dentifrice et tout le reste ne se font pas de la même manière à l'Est et à l'Ouest. Les normes, les techniques de fabrication ne s'ajustent pas. Une reconversion complète est donc hors de prix. Personne n'a l'argent pour la payer, ni les Soviétiques et encore moins les Nicaraguayens."

Pourquoi les sandinistes sont-ils toujours en place ?

"La majorité des Nicaraguayens ne sait pas très bien ce que veulent dire la démocratie, les droits de l'homme, le progrès, la liberté individuelle. Ils n'ont jamais eu l'occasion de l'apprendre et encore moins la possibilité de le vivre. Avec la révolution, leurs vies commencent à changer. Le pouvoir que confèrent les armes, mais aussi l'accès à la santé, au travail, à la terre, à l'éducation transforment leur vie de tous les jours. La liberté de presse ? Ils ne lisent que très peu de journaux. Les élections ? On ne sait pas encore très bien ce que cela veut dire.

Par contre, les mots de dignité et de souveraineté commencent à prendre corps dans leurs esprits.

Dignité : quand, durant toute votre vie, la Garde nationale, le technicien ou le maire vous ont ignoré ou traité comme un chien, vous apprenez à vous taire. C'est-à-dire que vous n'apprenez pas à parler, vous ne savez pas parler et encore moins critiquer.

L'éducation au Nicaragua est avant tout une conquête de la parole, de la dignité. On apprend les mots pour dire sa famille, son travail. "C'est difficile de partager le travail, c'est encore plus difficile de partager la conversation", disait un membre d'une coopérative récemment formée.

Le total des heures de cours de tout genre donnés dans le pays depuis 1979 dépasse certainement tout ce qui a été fait depuis la conquête espagnole jusqu'à cette date. On étudie tout et partout : devant chez soi, assis par terre, dans l'école, à l'université.

Souveraineté : quand vous ne voulez plus être traité comme un chien, vous souhaitez la même chose pour votre pays. Quand votre

ET SI...

Imaginons, dit un coopérant, comment le Nicaragua pourrait répondre "en contrepartie aux USA", ce qu'on appellerait, en langage diplomatique, une "réplique modérée" :

800 000 mercenaires, vétérans de Corée, du Vietnam et du Liban ont été engagés par le gouvernement du Nicaragua pour mener des opérations secrètes aux USA. Basée au Mexique et au Canada, cette véritable armée, pas si secrète, plus grande que le corps expéditionnaire US au Vietnam, mène des raids sanglants sur les centres industriels du Michigan et du Texas. En voici quelques dépêches.

Managua, 19 juillet. Cinq ans après la révolution, la tendance modérée l'a une fois de plus emporté à Managua. Après des délibérations semble-t-il houleuses, la Junte sandiniste n'a pas voulu céder à la tentation de l'escalade. Les mesures annoncées sont une réplique exacte de la politique de Washington. Le calcul est simple : les USA ayant cent fois plus d'habitants que le Nicaragua, ce dernier a engagé des mercenaires en proportion de ceux payés par le gouvernement US contre le Nicaragua, à savoir 8000 fois 100 = 800 000 mercenaires. On ne sait pas si ces dernières mesures prévoient le minage des ports de New York et Los Angeles. Certaines sources affirment que ces opérations ne seraient pas confiées aux rebelles du totalitarisme, peu sûres, mais à des unités spéciales nicaraguayennes. A tout hasard, les mêmes sources confirment que le Nicaragua se désisterait de la juridiction de La Haye pour tous les conflits avec l'Amérique du Nord. Cette riposte pondérée coûtera au Nicaragua, si elle dure jusqu'à la fin de l'année, cinq ans du total de ses exportations. On estime cependant à Managua que cette option modérée pourrait amener Washington à la table des négociations.

Chihuahua (Mexique), 20 juillet. Quelque part à la frontière des USA, A. Pestroc, chef des rebelles antireaganiens, a déclaré : "Nous allons installer un gouvernement provisoire soit dans la douane, soit dans la clinique de El Paso et nous serons à Washington en août." Interrogé à ce sujet, l'ambassadeur du Nicaragua a confirmé qu'il s'agit d'une "affaire intérieure aux USA".

Washington, 21 juillet. Interrogé au sujet des derniers sabotages aux frontières, le porte-parole du State Department, visiblement soulagé, a déclaré : "Nous avons enfin une preuve tangible de l'agressivité du Nicaragua : Now pasaran !"

pays a été piétiné par des troupes étrangères, pillé par des grandes compagnies (les paysans savent parfaitement combien de forêts ont été décimées, demandez-leur !) alors vous apprenez ce que veut dire la souveraineté et vous ne comprenez pas le concept de "zone d'influence". C'est facile à comprendre, non ? Alors vous comprenez pourquoi la plus grande démocratie du monde s'acharne contre une poignée de gueux, encore aujourd'hui très têtus !"

Pour s'opposer au programme d'austérité que le gouvernement du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), lié à l'Internationale socialiste, veut leur imposer, les masses laborieuses mexicaines ont mené de grandes luttes ces deux dernières années. Le PRT a joué un rôle très important dans tous ces mouvements sociaux, tant à la direction de certaines de ces mobilisations que dans l'organisation et l'extension de la solidarité et de l'unité des travailleurs. Dans le secteur automobile par exemple, le syndicat de l'usine automobile et de camions Dina-Renault a organisé, en février 1983, une grève pour s'opposer aux réductions de personnel et à la restructuration décidées par le gouvernement. C'est un militant du PRT qui était alors président du comité de grève. D'autres étaient responsables du syndicat pour les relations extérieures et d'autres encore occupaient diverses responsabilités dans la conduite de la lutte.

Une intervention efficace en direction de la bureaucratie syndicale de l'Union ouvrière indépendante (UOI), centrale à laquelle est affilié le syndicat de l'entreprise Renault, a permis d'impliquer toute cette centrale syndicale dans la lutte pour la défense du syndicat et du droit de grève¹. En effet, pendant toute une période, le gouvernement prétendait ne pas reconnaître la légalité de cette grève. L'UOI se mobilisa et organisa un meeting de 20 000 travailleurs au cours duquel, justement, son principal dirigeant, Ortega Arenas, lança l'idée de la convocation d'une grande grève civique nationale (*Paro Civico Nacional*).

LA PRÉPARATION DE LA GRÈVE CIVIQUE NATIONALE

(...) La grève des travailleurs de Renault fut soumise à une terrible pression de la part du gouvernement, et après plusieurs semaines elle dut être arrêtée dans des conditions difficiles, en acceptant le licenciement de 2500 travailleurs (intérimaires et travailleurs de l'usine récemment embauchés). Mais la convention collective et la structure syndicale démocratique qui existaient auparavant ont pu être maintenues, permettant ainsi de limiter quelques-uns des pires aspects de la politique de restructurations que voulait imposer la direction de l'entreprise. Depuis lors, la majorité des militants du PRT de chez Renault ont été licenciés par la direction, en représailles pour leur rôle dans cette grève.

Le PRT reprit à son compte l'idée de la convocation d'une grève civique nationale, portant le débat sur ce point au sein des organismes unitaires de mobilisation des masses que sont le Front national en défense du salaire, contre l'austérité et la vie chère (FNDESCAC) et le Comité national de défense de l'économie populaire. Ces organismes regroupent les coordinations de masse de la paysannerie (Coordination nationale Plan de Ayala), du Mouvement urbain populaire (CONAMUP), du corps enseignant avec la Coordination des travailleurs de l'Éducation (CNTE), regroupement démocratique comptant plus de 100 000 enseignants et luttant contre la bureaucratie du syndicat national (le plus grand d'Amérique latine, avec ses 750 000 affiliés) et, enfin, le Front national contre la répression, qui est également un organisme unitaire. (...)

L'initiative de l'appel à la grève civique a commencé à être acceptée par toutes les organisations unitaires et, au cours du mois de mai 1983, la presque totalité des forces sociales où la gauche mexicaine était présente s'étaient associées aux discussions concernant sa préparation. Le plus grand succès du processus d'élargissement du débat à d'autres forces fut l'association de l'UOI, centrale syndicale regroupant d'importants syndicats comme ceux de l'automobile (Renault, Nissan, etc.), des travailleurs au sol de l'aéronautique et divers syndicats d'entreprise. (...)

C'est avec l'accord de l'ensemble de ces organisations que fut convoquée, le 25 juin 1983, une grande assemblée ouvrière paysanne et populaire qui devait formellement lancer l'appel à la grève civique générale pour le mois d'octobre suivant. Le gouvernement, comprenant l'ampleur du processus en cours, commença à faire pression sur toutes les organisations, pour empêcher l'organisation de la mobilisation. Les pressions gouvernementales s'appuyant sur les traditions bureaucratiques et sectaires de la direction de l'UOI conduisirent finalement cette centrale à se séparer des préparatifs unitaires de la grève, sous le prétexte que ceux-ci ne pourraient pas aboutir du fait des réformistes, et en prétendant convoquer l'action seule et pour son propre compte. Finalement, l'UOI ne fit rien du tout, ce qui démontra à l'évidence que son retrait du cadre unitaire obéissait aux pressions du gouvernement. Le retrait de l'UOI laissa sans couverture officielle les syndicats qui désiraient participer à l'action. La conséquence en sera la très faible mobilisation de la classe ouvrière lors de la grève civique nationale d'octobre 1983.

LES GRÈVES DE JUIN 1983

Toutefois, l'aggravation de la crise économique était telle et les mesures gouvernementales frappaient si fortement l'ensemble des travailleurs que même la bureaucratie syndicale "charra" (soumise au régime)², regroupée dans le Congrès du travail (CT), s'est vue contrainte d'appeler à des mobilisations pour l'obtention d'augmentations de salaires. La Confédération des travailleurs mexicains (CTM), principale confédération syndicale, dirigée par Fidel Velasquez, en est venue à critiquer, depuis la fin du dernier mandat présidentiel et l'arrivée de De la Madrid au pouvoir



Mexique :

LE GOUVERNEMENT CONTRE LES MASSES ET LE PRT

Face à la politique d'austérité du gouvernement, des luttes sont en cours au Mexique. Dans ce contexte général de montée des luttes, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVE Internationale, joue un rôle important. Les exemples de la grève de l'usine automobile et de camions Dina-Renault en février 1983, des grèves de juin 1983, de la lutte menée par le Syndicat mexicain des électriciens (SME) ainsi que les marches paysannes d'avril 1984 le montrent. C'est du reste la raison pour laquelle le gouvernement mexicain lance à son encontre une campagne de harcèlement visant son interdiction. Mais ces attaques — auxquelles nos camarades répondent par : "Le PRT ne se mettra pas à genoux !" — prennent évidemment place dans la politique d'ensemble du gouvernement, faite d'atteintes aux conditions de vie et de travail des masses laborieuses mexicaines.

en 1982, l'orientation politique du gouvernement, laissant même planer la menace de la grève générale. (...)

Ainsi, la CTM alla jusqu'à convoquer, pour le 9 juin 1983, une grève générale à l'occasion de la révision des salaires et surtout du salaire minimum. Finalement, la confédération "charra" recula, laissant toutefois ses syndicats de base libres d'entreprendre des grèves dans les entreprises ce même jour pour réclamer des augmentations de salaires. L'initiative de la CTM, même avec ses limites, sera suivie par des milliers de syndicats, qui organisèrent des grèves le 9 juin. (...)

Le PRT déploya, quant à lui, toute son influence en faveur de la réalisation autour du 9 juin d'un front unique de la classe ouvrière. Dans les syndicats où intervenaient ses militants, il s'est battu pour faire accepter le principe de l'action et faire déposer des préavis de grève. Là où il disposait d'une influence dans la direction des structures syndicales, le PRT fit tous ses efforts pour que des grèves éclatent en même temps que celles appelées par la CTM. Les syndicats d'entreprise regroupés dans la CTM profitèrent de l'initiative de leur confédération pour faire éclater, le 9 juin, plus de 4000 actions dans tout le pays. (...)

Le gouvernement décida alors d'accorder une augmentation générale exceptionnelle des salaires de 15 o/o, pour freiner la vague de grèves. Toutefois, étant donné qu'il ne s'agissait pas d'une action de grève générale, il décida éga-

lement que cette augmentation salariale serait négociée entre chaque entreprise et son syndicat. Le gouvernement donna lui-même l'exemple de la fermeté en refusant, pour affaiblir la gauche, d'accorder cette augmentation au Syndicat des enseignants et au Syndicat de l'industrie nucléaire (SUTIN).

L'expérience du 9 juin renforça l'unité des travailleurs et représenta l'éclatement le plus important de grèves simultanées dans le pays depuis les années 1930, époque où, précisément, se constitua la CTM. Mais, sur le court terme, cette journée affaiblit les possibilités d'une participation syndicale massive à la grève civique qui était justement en préparation. En effet, les grèves organisées par la CTM en juin 1983 ont permis à ses syndicats d'obtenir une augmentation salariale exceptionnelle, laquelle fut également accordée à la majorité des syndicats dont les bureaucraties étaient opposées à l'idée d'une grève générale ainsi qu'au dépôt simultané de préavis de grèves. (...)

LE POUVOIR VEUT DÉSAMORCER LA GRÈVE CIVIQUE NATIONALE

Pendant les mois de juillet et août 1983, les préparatifs de la grève civique nationale d'octobre avancèrent lentement. Le gouvernement continua, lui, ses préparatifs de

désorganisation du mouvement gréviste. (...)

Ainsi, à la fin du mois de septembre 1983, les conditions de préparation de la grève civique n'étaient guère avancées. De toutes les organisations politiques de gauche, seul le PRT maintenait une activité régulière et centralisée en vue de cette perspective. Le 3 octobre 1983, date à laquelle l'ANOC³ organisait une grande manifestation unitaire dans la ville de Mexico, appuyée par d'autres marches simultanées en province, la situation progressa d'un bond. Plus de 100 000 personnes défilèrent à Mexico et dans beaucoup d'autres villes de province. Ces manifestations furent une réussite. Les deux semaines suivantes connurent une activité intense de toute la gauche et des organisations démocratiques de masse. Des coordinations pour la grève civique se constituèrent dans de nombreuses villes de province, et, à Mexico, la coordination établie quelques mois auparavant aux points cardinaux de la région métropolitaine, se renforça.

La grève civique nationale eut lieu le 18 octobre et constitua un grand succès politique. Au cours de cette journée, plus d'un million et demi de travailleurs se mobilisèrent dans des manifestations, des meetings, des blocages de routes, des prises de terres, des arrêts de travail, des défilés permanents devant les bâtiments officiels des gouvernements des Etats. Dans quelques Etats où la mobilisation était plus large, il y eut même des occupations de stations de radio pendant quelques minutes, permettant de diffuser des manifestes de protestation contre la politique de famine du gouvernement. La plus importante faiblesse de ce mouvement fut néanmoins la très faible participation syndicale. Cette grève civique fut considérée comme un succès par toutes les organisations participantes et par de larges secteurs de la population. En effet, il s'agissait de la première mobilisation simultanée, à l'échelle nationale, de secteurs des masses de la campagne et de la ville. De plus, cette mobilisation s'était appuyée sur le développement de formes nouvelles de coordination et d'unité. Les organisations de masse qui avaient renforcé leur implantation depuis 1968, dans des conditions très difficiles et soumises aux attaques continues du gouvernement, se trouvaient renforcées dans l'idée que l'unité d'action était possible et que le mouvement de masse disposait déjà d'une importante accumulation de forces.

Cependant, sous l'effet des premiers bilans de cette grève civique, il y eut une surestimation des forces réelles et de la dynamique de lutte qui précipita la décision de convoquer immédiatement une seconde grève civique nationale pour le mois de mars 1984. Il s'agissait alors de faire coïncider cette mobilisation avec la révision des salaires et des conventions collectives prévue à cette période pour la majeure partie des syndicats du pays. Il était pourtant erroné de penser qu'en mars 1984 pourrait se répéter, qui plus est de façon amplifiée, l'expérience des grèves de juin 1983. Certes, il existe un mécontentement croissant de la population, du fait de la crise économique et parce que les travailleurs en rendent en grande partie le gouvernement responsable, à cause du gaspillage, de la corruption et de l'incompétence avec laquelle il a disposé des énormes ressources financières provenant du pétrole et des emprunts extérieurs. La population sait que le gouvernement a mené le pays à la ruine, et aussi que la bourgeoisie, principale bénéficiaire du boom pétrolier, s'est encore davantage enrichie en temps de crise. Le président de la République, fonction centrale du système politique mexicain, subit tout particulièrement une perte de prestige après les expériences des deux derniers mandats, qui se sont terminés dans la crise économique et les scandales publics nés de la corruption. Le mécontentement atteint des couches de plus en plus larges de la population, mais son expression n'est pas linéaire. Et si c'est la révision salariale qui fit exploser la mobilisation en 1983, cela ne voulait pas dire pour autant que la prochaine période de négociations salariales serait automatiquement l'occasion d'une nouvelle mobilisation générale.

ATTAKES GOUVERNEMENTALES CONTRE LE SYNDICALISME DÉMOCRATIQUE

(...)

Sachant que la majorité des négociations sur les révisions salariales se dérouleraient sans grèves, le gouvernement pensait que le moment était venu de déclencher une épreuve de force contre l'un des grands syndicats nationaux de l'industrie. Il choisit le Syndicat mexicain des électriciens (SME), qui est précisément celui où les processus de démocratisation sont les plus avancés sur le plan organisationnel, et où la remise en question du plan d'austérité gouvernemental a pris les formes les plus radicales et pas simplement déclamatoires. (...)

Le Syndicat mexicain des électriciens demeure très fort et regroupe plus de 11 000 travailleurs. Dans la dernière année, il a acquis une grande légitimité aux yeux de la population, en refusant de collecter un impôt supplémentaire sur les factures d'électricité, décidé par le gouvernement sous prétexte d'économie d'énergie. Cet impôt avait été créé et appliqué dans le cadre du plan d'austérité, en même temps qu'augmentaient les prix de l'essence et d'autres produits.

La direction de la CLyF⁴ décréta qu'au lieu de procéder à la révision des clauses de la convention collective qui régissent les relations de travail dans cette entreprise depuis 1936, il fallait en établir une nouvelle. Or, l'ancienne convention collective était, pour les travailleurs, l'une des plus avantageuses du pays, tandis que la nouvelle devait surtout avaliser le consentement du syndicat à une politique



de restructuration et de modernisation de l'entreprise qui visait à supprimer plus de 4000 emplois et à modifier radicalement les conditions de travail.

Pour s'opposer aux propositions de la direction de l'entreprise, le SME déposa un préavis de grève, appela les travailleurs à se mobiliser, et commença à rechercher la solidarité avec d'autres syndicats. (...)

Finalement, la grève civique nationale, prévue pour le mois de mars 1984, dut être repoussée jusqu'en juin, et une série de journées de luttes préparatoires furent programmées. En revanche, la lutte du SME fit avancer l'unité des travailleurs. La direction de ce syndicat convoqua, en mars, un second Forum de solidarité avec le SME, qui établissait la continuité avec le Forum de condamnation du plan d'austérité, qui s'était tenu en 1982. 68 syndicats se rendirent à ce second forum du SME et condamnèrent le plan d'austérité en des termes très durs. Parmi les syndicats présents, certains étaient membres du Congrès du travail et d'autres non. Le président du CT lui-même participa à l'ouverture du Forum, partageant la tribune et prenant part aux débats avec des dirigeants syndicaux indépendants. Les résolutions du Forum s'orientèrent vers la dénonciation résolue du plan d'austérité et même de l'ensemble de la politique gouvernementale.

La majorité des organisations de gauche conservèrent pourtant une attitude sectaire et demeurèrent dans l'expectative par rapport à la lutte du SME, se refusant même dans certains cas à soutenir le Forum. Le PRT apparut donc encore une fois comme le seul parti de gauche disposant d'une influence nationale à s'être engagé à fond dans le soutien à la lutte des électriciens et dans l'organisation de cette rencontre. Cela acheva de mettre en fureur le gouvernement, car des responsables syndicaux connus comme étant des dirigeants ou des militants du PRT apparurent en tant que coordinateurs des commissions de travail, lisant à la tribune des résolutions qui étaient approuvées par les dirigeants du Congrès du travail. Face à la menace de grève des électriciens et à la solidarité rencontrée par le SME dans la défense de sa convention collective, le gouvernement recula, et s'il n'a rien concédé de nouveau aux travailleurs, du moins n'a-t-il pas non plus réussi à imposer son projet au syndicat, et le plan d'austérité a essuyé là son premier revers important.

LES MARCHES PAYSANNES, UN REVERS POUR LE RÉGIME

Le deuxième revers infligé à la politique gouvernementale fut quelques jours après, à la fin mars et au début avril. Ce sont les masses paysannes qui, par leur mobilisation, ont exprimé leur opposition à l'orientation anti-populaire de la politique du gouvernement. Depuis octobre 1983, au sein de la coordination nationale Plan de Ayala, coordination unitaire des organisations paysannes indépendantes, se discutait l'initiative de convoquer à un rassemblement de marches de paysans qui, partant de tous les coins du pays, se rendraient à la ville de Mexico pour le 10 avril, date du 65^e anniversaire de l'assassinat de Zapata lors de la révolution mexicaine. (...)

L'agriculture mexicaine continue à se débattre dans une crise aiguë qui touche aussi bien la production des matières premières agricoles que celle de l'alimentation de base, les secteurs traditionnels que les secteurs modernes. Le chô-



Banderole du SME revendiquant un contrôle public effectif de l'industrie électrique.

mage rural, la faillite de la petite agriculture, l'émigration massive vers les centres urbains et vers les Etats-Unis ne font que croître, car les perspectives s'assombrissent chaque jour davantage pour les paysans, dans le cadre de la crise économique généralisée. (...)

Les paysans ont donc accepté l'idée de ces marches comme une façon de montrer leur mécontentement envers la politique du gouvernement. (...) Le 10 avril, des colonnes de manifestants entraient dans la ville de Mexico, attirant l'attention du pays tout entier, pendant que la circulation de trois millions d'automobiles était bloquée et que les principales artères de la ville étaient pleines de marcheurs paysans. Les caravanes de marcheurs atteignirent dans l'après-midi la place du Zocalo, accompagnées par des contingents de la CIOAC et de l'UGOCM-Roja⁵. Le soir, il y avait plus de 25 000 paysans sur cette place. (...)

Ouvriers, paysans et habitants des quartiers populaires accompagnèrent les marcheurs sur la place du Zocalo, et le meeting de clôture a réuni plus de 80 000 personnes soutenant leurs revendications. (...)

Ces marches furent un succès, car elles démontrèrent la gravité du problème agraire, donnèrent la mesure du mécontentement paysan et firent avancer l'unité au sein du monde rural, ainsi que l'alliance entre ouvriers et paysans. Toutes les tentatives gouvernementales pour discréditer cette marche en la dénonçant comme une manœuvre de partis politiques échouèrent et le gouvernement fut contraint de boire la coupe jusqu'à la lie lorsqu'il dut négocier avec des dirigeants paysans dont il savait pertinemment qu'ils étaient aussi des militants du PRT.

DE LA MADRID CONSPUÉ

C'est dans ces conditions qu'arriva le 1er Mai. Les masses laborieuses avaient déjà vécu trois ans de crise économique aiguë, de détérioration croissante de leur niveau de vie et accumulé une importante rancœur contre la politique du gouvernement. C'est pourquoi, lorsque la bureaucratie syndicale les a invitées, dans son optique propre, à profiter du 1er Mai pour exprimer leur protestation, elles l'ont fait à leur manière et à fond. L'immense majorité des banderoles exprimait le mécontentement populaire, même si quelques-unes portaient encore les traditionnelles louanges au président de la République en exercice. Mais c'est surtout dans les insultes criées au président, dans les sifflets et les poings levés que ce mécontentement s'exprima avec toute la haine accumulée par les jours de misère et la souffrance quotidienne.

Personne ne put faire taire tous ceux qui criaient à l'endroit du gouvernement "Oeil pour oeil, dent pour dent !" mot d'ordre le plus repris par la grande majorité des travailleurs qui défilaient sous le balcon présidentiel et qui insultaient le président De la Madrid. La manifestation du 1er Mai, qui était auparavant l'occasion favorite des bureaucraties syndicales pour faire ratifier leur appui au gouvernement et entraîner les ouvriers à un soutien insipide au président de la République, se transforma cette année en gifle magistrale à ce même président donnée par un million et demi de travailleurs. En insultant le président de la République, ces travailleurs trouvèrent l'occasion d'exprimer en peu de mots leur courage et leur malheur, même si ces réflexions populaires ne reflétaient pas entièrement leur nouveau degré de prise de conscience de classe. (...)

Pedro Margarito

(Le texte complet de cet article est paru dans *Inprecor* no 175 du 11 juin 1984.)

1. L'UOI est une centrale syndicale indépendante des organisations liées au régime. Elle est dirigée par Juan Ortega Arenas, un avocat d'origine politique stalinienne, aujourd'hui opposant virulent du Parti socialiste unifié mexicain (PSUM), formation résultant de la fusion, fin 1981, du Parti communiste mexicain (PCM) stalinien avec des formations nationalistes.

2. Le "charrismo" est le nom donné au contrôle du mouvement ouvrier par l'encadrement syndical inféodé au PRI, parti au pouvoir et marqué par la corruption et l'utilisation de méthodes très autoritaires et violentes.

3. ANOCP : Assemblée nationale ouvrière, paysanne, populaire, constituée le 25 juin 1983 en vue de la préparation de la grève civique et regroupant les délégués de 168 organisations sociales et politiques.

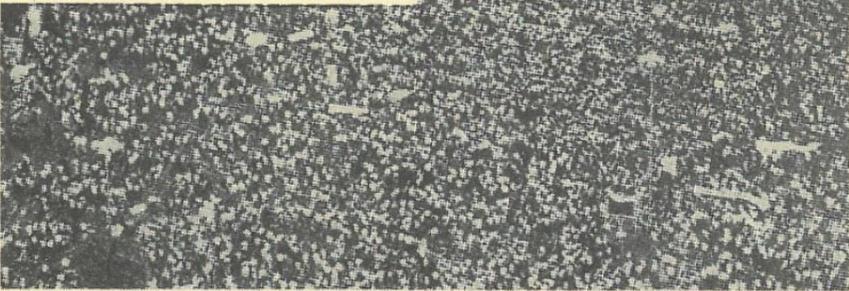
4. CLyF : Compagnie lumière et énergie dans laquelle le SME est implanté.

5. CIOAC : Centrale indépendante des travailleurs agricoles et paysans.

UGOCM-Roja : Union générale des ouvriers et paysans du Mexique.

Brésil :

Après l'immense mobilisation pour les élections présidentielles directes



En novembre 1983, le Parti des travailleurs (PT) lançait une campagne pour des élections présidentielles directes et immédiates. Depuis lors, et surtout dans les semaines qui précèdent le vote du 25 avril dernier sur cette question à la Chambre des députés, la mobilisation a pris des proportions gigantesques, faisant descendre au total dans la rue plus de 10 millions de Brésiliens à travers tout le pays. Cela représente la mobilisation de masse la plus importante de toute l'histoire du Brésil et l'une des plus importantes qu'on ait connues dans le monde entier.

Le 25 avril 1984, jour du vote à la Chambre des députés sur la proposition de l'opposition de modifier la Constitution, par un amendement devant permettre l'organisation d'élections présidentielles directes, il fallait une majorité des deux tiers pour l'emporter. Il manqua 22 voix à la proposition de modification de la Constitution pour atteindre ce but. (...) Après cette victoire à la Pyrrhus, la dictature semble toujours être à bout de souffle.

L'arrière-plan de la bataille pour les "directes"

La raison de cette immense explosion populaire en faveur des "directes" est évidente. Pendant les vingt années de la dictature, qui a pris le pouvoir après le coup d'Etat de 1964, la rage s'est accumulée dans la population contre l'oppression, la misère désespérée, la situation économique désastreuse, dont souffrent des millions de personnes. Pour nombre d'entre elles, la lutte pour le pain quotidien est une bataille permanente pour survivre.

La revendication limitée d'élections directes immédiates est devenue le canal par lequel s'exprime la volonté trop longtemps contenue d'en finir avec la dictature. (...)

Presque tous les secteurs de la population ont participé au mouvement de masse pour les élections directes. Sur la crête d'une vague de rassemblements de masse innombrables, de fêtes et de meetings de rue, le mouvement avança pour atteindre ses points forts lors des manifestations centrales de Sao Paulo, Rio de Janeiro et d'autres grandes villes. Ces manifestations, qui durèrent de longues heures, avec beaucoup de musique, de prises de parole, de danses et de feux d'artifices, représentaient en outre de véritables fêtes saluant les libertés déjà acquises mais qui sont encore loin d'être assurées. (...)

L'élément décisif pour expliquer cette audace populaire est que, du jour au lendemain, ont été obtenus dans les faits des droits démocratiques qui semblaient il y a peu encore totalement hors de portée. C'est le genre de situation qui ne peut se produire que lorsqu'il existe un puissant mouvement de masse. Ainsi, la presse a réalisé sur cette campagne pour les élections directes des reportages ouverts et favorables. (...) Il y eut aussi beaucoup d'émissions de radio consacrées à des débats et des interviews sur ce thème. (...) Dans un pays où 30 o/o de la population est analphabète et où le nombre de lecteurs de journaux est plus bas, proportionnellement, qu'en Arabie saoudite, la

radio et la télévision jouent un rôle essentiel. (...)

C'est en voyant l'émotion de camarades ayant milité dans la clandestinité au cours des années soixante que l'on comprend pleinement le tournant qu'ont représenté ces derniers mois de manifestations, et ce, même si la dictature militaire brésilienne n'est pas comparable, par son emprise et sa férocité, à celles d'Argentine et du Chili.

Alors que le mécontentement populaire semble être uniquement centré sur des revendications à caractère démocratique, il ne faut pas oublier que cette mobilisation se développe au-dessus d'une véritable poudrière sociale. La question clé, en effet, reste celle du taux d'inflation qui s'envole vers les 300 o/o par an, ce qui renforce la revendication d'augmentations salariales liées au coût de la vie, alors que le problème de la dette extérieure (200 milliards de francs) entraîne des pressions de plus en plus fortes de la part du Fonds Monétaire International (FMI) pour la mise en place d'une politique d'austérité encore plus sévère. (...) Ces dernières années ont vu des pertes de salaire réel allant jusqu'à 50 o/o. En ce moment, le salaire minimum garanti par l'Etat est de 60 000 cruzeiros par mois, et il va être augmenté à 97 000 cruzeiros, ce qui représente environ 120 francs suisses.

Il n'existe pas de statistiques fiables sur le chômage, mais sur une population active totale de 48 millions de personnes, environ 2 millions d'entre elles sont officiellement comptabilisées comme chômeurs. A ce chiffre s'ajoutent aussi 4,5 millions de personnes qui "travaillent sans revenus", pour l'essentiel des membres des familles paysannes. Seuls 17 millions de travailleurs possèdent des cartes de travail officielles. Une partie importante de la population laborieuse, autour de 20 millions de personnes, travaille dans ce que l'on appelle l'"économie parallèle" ou "economia invisível" (économie invisible), dans de petits commerces artisanaux tels que les vendeurs ambulants, dans des travaux non déclarés qui ne se conforment pas au Code du travail et, dans des proportions non négligeables, dans des activités de type pur et simple criminel. (...)

Il n'est donc pas surprenant que, dans ce contexte social explosif, la mobilisation pour des élections directes immédiates ait été accompagnée un peu partout par une montée de mouvements pour des revendications concrètes et par des grèves, surtout pour l'obtention d'augmentations salariales correspondant réellement à celles du coût de la vie. (...)

Le régime isolé

Le régime apparaît donc plus que jamais comme sérieusement isolé. Des secteurs importants de la bourgeoisie industrielle et financière, qui recherchent la stabilité sociale dans l'intérêt du développement de leur activité économique, se sont prononcés pour des élections directes immédiates tant que le mouvement de masse leur semble encore pouvoir être canalisé. (...)

Le Parti démocratique et social (PDS) gouvernemental s'est divisé au Parlement, 54 de ses députés votant pour des élections directes. Sous la pression de la mobilisation populaire, plus d'un cinquième de ses députés n'ont pas osé prendre position, étant absents lors du vote. Seuls 64 élus du parti gouvernemental ont voté contre les élections directes, constituant ainsi une minorité de blocage suffisante par rapport à la règle des deux tiers.

Le président-dictateur Figueiredo s'est montré incapable, en cette occasion, de rassembler les colombes et les faucons du PDS. Le jour de la grande manifestation de Sao Paulo, le 16 avril, il lança à la télévision ses propres contre-propositions de modification de la Constitution, qui comprenaient la réduction de la durée du mandat présidentiel à 4 ans et la tenue d'élections présidentielles directes en 1988. Les manifestants lui répondirent par un gigantesque concert de sifflets, Personne n'a encore mordu à cet appât. (...)

Même l'armée est divisée sur la question de l'élection présidentielle. Au *Clube Militar*, une organisation d'officiers ayant des traditions libérales qui datent de l'époque de l'émancipation des esclaves au siècle dernier, une liste d'opposition favorable aux élections directes devait même être présentée pour l'élection du conseil d'administration, le 16 mai.

L'état d'urgence imposé à Brasilia sera sans doute levé avant la date prévue. Dans un proche avenir, un nouveau coup d'Etat militaire comme forme de résistance des secteurs militaires les plus durs face à l'ouverture démocratique semble être la variante la moins probable. On ne sait toujours pas à quel moment les propositions du président Figueiredo de modification de la Constitution seront présentées au Parlement. De toute façon, elles n'ont aucune possibilité de rassembler une majorité des deux tiers. Dans son discours du 1er Mai, le Président déclara néanmoins qu'il n'était pas prêt à faire d'autres concessions. (...)

L'avenir du mouvement de masse

L'enjeu actuel, et il est de taille, est donc de savoir si le mouvement de protestation va se poursuivre vers une orientation résolue de rupture définitive avec la dictature, ou si elle va plutôt s'orienter vers des négociations

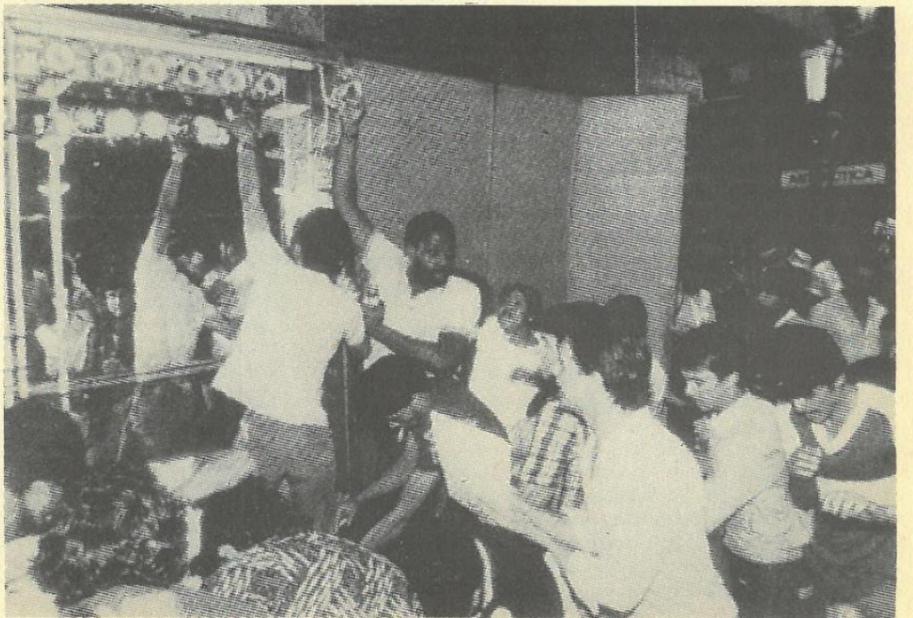
avec le régime sur la fameuse formule d'un gouvernement civil de transition. Maintenant que le régime a montré son intransigeance sur cette question, une rupture avec la dictature constitue le préalable essentiel pour la poursuite, l'élargissement et la radicalisation des mobilisations pour des élections directes et immédiates. Si une telle rupture se produisait, elle pourrait déclencher une dynamique de mobilisation d'ensemble dans laquelle se combindraient des revendications démocratiques et sociales. Cela pourrait alors préparer le terrain pour la mise en avant du mot d'ordre de gouvernement des ouvriers, des paysans et des masses prolétariées des villes. La possibilité d'une telle dynamique n'est pas seulement théorique, elle existe déjà en filigrane. Quand Franco Montoro, gouverneur de l'Etat de Sao Paulo et membre du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien, opposition bourgeoise soutenue par les stalinien), se présente d'un côté dans le cadre de la campagne pour les élections directes comme un "ami du peuple", et de l'autre s'oppose à la grève de "ses" enseignants, cela constitue une contradiction qui donne aux masses populaires la possibilité de tirer certaines conclusions allant dans le sens du renforcement d'un pôle politique prolétarien. (...)

On entend déjà des appels à ce type de solution, même dans les rangs du PDS gouvernemental. Dans ce cas de figure, il y aurait certes des élections directes à court terme, mais en faisant l'économie de réformes sociales radicales.

Le PT s'est prononcé contre des négociations avec la dictature et pour la poursuite de la mobilisation, mais il n'a pas encore proposé une campagne centralisée, menée autour d'un programme de revendications fondamentales, tel l'appel pour une Assemblée constituante, qui impliquerait une rupture avec le régime. Dans un tel programme, l'on pourrait inclure des revendications concernant le châtiement des militaires responsables de la répression et de la torture, l'indépendance des syndicats, le droit de vote pour les soldats et les analphabètes, la légalisation de tous les partis politiques, la demande d'un moratoire sans conditions sur le remboursement de la dette extérieure. D'autres revendications possibles seraient celles d'une réforme agraire radicale, d'une échelle mobile des salaires intégrale, d'un programme pour l'emploi. C'est aujourd'hui la tâche des marxistes-révolutionnaires brésiliens que d'essayer d'enraciner la perspective d'un tel programme au sein du parti ouvrier de masse qu'est le PT. En ce moment, ces derniers s'efforcent de populariser l'idée de l'organisation d'un référendum national, d'un plébiscite pour imposer les élections directes immédiates. (...)

Jakob Studer

(tiré d'*Inprecor* no 175 du 11 juin 1984)



Durant une émeute, scène de pillage à Sao Paulo.

Italie :

La mort, le 11 juin, du secrétaire général du Parti communiste italien (PCI), Enrico Berlinguer, bouleverse les équilibres politiques dans la péninsule. L'hommage rendu au dirigeant du premier PC d'Europe occidentale par l'ensemble de la "classe politique" — néofascistes inclus — comme les communiqués apologétiques du Saint-Siège témoignent avant tout du rôle essentiel joué par le PCI dans la préservation de l'ordre social en Italie.

Si ce décès provoque une telle unanimité, c'est qu'Enrico Berlinguer a lié son nom à la recherche d'une insertion croissante de son parti dans la réalité nationale italienne, c'est-à-dire d'une collaboration plus directe avec la classe dominante. Cela le conduisit, au milieu des années soixante-dix, à tenter de conclure un "compromis historique" avec la Démocratie chrétienne puis à participer, entre 1976 et 1978, à une majorité d'union nationale.

Certes, cette évolution s'est doublée d'une critique du "socialisme réel" en Union soviétique, d'un soutien à Solidarność. Mais ces prises de position, pour la direction

La mort de Berlinguer

du PCI, vont de pair avec sa volonté de gérer les affaires bourgeoises en parti responsable.

Loin d'asseoir et de renforcer l'influence du PCI, cette orientation l'a plongé dans une profonde crise stratégique. Ses politiques de "compromis historique" puis d'union nationale l'ont amené à se dresser contre une partie de sa propre base sociale. De 34 o/o des suffrages en 1976, le parti tomba à 30 o/o en 1979. Il n'est plus jamais parvenu à dépasser ce seuil. En juillet 1981, Berlinguer constatait :

"Après les élections de 1979, nous avons risqué une défaite qui aurait pu nous mettre à genoux. Pas tellement à cause de la perte de voix pourtant grave, mais à cause du fait que, pendant les gouvernements d'unité nationale, nous avons perdu le contact avec les masses."

Afin de combler le vide laissé par cet échec, le secrétaire général lança la formule de "l'alternative démocratique". Ce projet est cependant dépourvu de contenu crédible. Le PS, désigné comme l'interlocuteur privilégié, est plus que jamais engagé dans une alliance avec la Démocratie chrétienne qui lui a notamment permis d'accéder à la présidence du Conseil. Redoutant d'être marginalisé dans le jeu politique, le PCI se trouve dès lors contraint de démontrer qu'il est impossible de gouverner sans ou contre lui. Ce qui passe par la chute du cabinet Craxi et l'a poussé, ces derniers mois, à se faire l'écho des mobilisations ouvrières en défense de l'échelle mobile. Privé de partenaire, le parti est actuellement réduit aux formules dilatoires.

Tel est l'héritage de Berlinguer. Sous sa houlette, le PCI aura largement administré la preuve de sa capacité à encadrer, dévoyer voire briser les mobilisations sociales. A aucun moment, il n'aura cessé d'offrir ses services aux possédants. Peu avant d'être victime de l'hémorragie cérébrale qui devait l'emporter, le secrétaire général s'écriait à Padoue que son parti "plus que les autres partis, est en mesure de donner les garanties de démocratie, de loyauté, de sérieux dont l'Italie a un besoin essentiel".

Christian Picquet
(Rouge no 1117 du 21 juin 1984)



L'un des deux Palestiniens abattus par la police israélienne. Les visages des deux agents ont été masqués par la sécurité israélienne.

Israël :

Le sionisme pris à son piège

Les élections qui vont se dérouler, le 23 juillet, en Israël verront sans doute s'ébranler la coalition, déjà fragile, qui maintient le Likoud au gouvernement. La crise couve depuis l'invasion du Liban et s'approfondit en une crise sociale et morale du régime sioniste.

L'invasion du Liban, voici deux ans, devait contribuer — outre l'écrasement de l'OLP — à réaliser le rêve du Grand Israël, l'extension de la colonisation juive sur les terres palestiniennes et libanaise. Les retombées de cette guerre, et notamment du massacre de Sabra et Chatila, ont été inverses. Un large mouvement pour la paix s'est développé en Israël qui a coûté son poste à Sharon (ministre de la Défense).

La facture de l'inflation

Tandis que l'occupation du Sud-Liban se poursuit avec ses coûts en vies humaines et en matériel, la facture devient aussi très lourde à l'intérieur du pays. L'Etat d'Israël est comme une garnison entretenue par la finance internationale et l'aide américaine. L'énorme budget militaire, alimenté par ces soutiens, finit cependant par retomber sur les salariés juifs eux-mêmes. L'inflation dépasse les 100 o/o par an et atteint en juin un nouveau record (+ 14,2 o/o).

Le personnel des services publics, dont les revenus ont été dépréciés entre 10 o/o et 20 o/o, se sont donc mis en grève. Plus de 200 000 fonctionnaires ont suivi le mouvement et obtenu — en cette veille d'élections, le gouvernement ne pouvait se montrer trop dur — une adaptation de 15 o/o avec une marge supplémentaire négociable selon les secteurs. Pourtant, certains syndicats refusent l'accord et, à la télévision, les émissions électorales ont été retardées par la grève.

Le patronat israélien a réagi vivement à ces concessions et, dans le gouvernement, les partisans du maintien d'une rigueur intransigeante se désolidarisent ou démissionnent (le directeur du ministère des Finances, par exemple). L'éventualité d'une dévaluation ne calme

pas les inquiétudes sur ce front social.

Procès du terrorisme juif

Au même moment, pour la première fois dans l'histoire de l'Etat d'Israël, des sionistes d'extrême-droite ont été inculpés et condamnés pour actes de terrorisme. Ce que les autorités israéliennes et l'opinion internationale qui les soutient ont voulu nier depuis des années a dû être révélé au grand jour : la colonisation juive dans les territoires occupés est appuyée par des commandos terroristes, liés à la droite religieuse et gouvernementale, responsables de plusieurs attentats — dont ceux contre les maires palestiniens. L'Université d'Hebron, cinq bus de travailleurs arabes, des mosquées et des écoles arabes furent les cibles de leurs coups. Le journal extrémiste *Nekuda* de la colonie d'implantation Gousch Emounim écrit ouvertement : "Il n'y a pas place ici pour les Arabes" (cité par *Der Spiegel*, no 23 du 4 juin 1984). Rappelons que Simon Itzhak de la colonie de Kiryat-Arba près d'Hebron affirmait sans gêne au journal *Haaretz* l'an dernier¹, quand on l'accusait d'avoir commis des attentats contre des maires palestiniens : "Je considère comme un compliment que l'on me désigne..."

Les accusés ont affiché la même "fierté de sauver le peuple de la décadence" (*Der Spiegel*, no 23 du 4 juin 1984). C'est que le terrorisme contre les Arabes — qui, soit dit en passant, est la vieille méthode de guerre d'Israël — jouit d'un large appui dans une partie non négligeable de la population juive (près du quart selon un sondage). Et jusque dans l'appareil politique. Le vice-ministre Dov Schilansky et le vice-président de la Knesset (parlement) Cohen-

Avidov ont participé à une manifestation de solidarité avec les terroristes. Les forces de répression sont largement imprégnées du même esprit. Un récent rapport gouvernemental a dû s'inquiéter du



Le rabbin Levinger : dirigeant terroriste.

comportement de la police : des photographies de l'arrestation de deux Palestiniens, qui avaient tenté de faire sauter un bus, ayant circulé par les soins d'un journaliste, il s'est révélé que l'un des deux, arrêté, avait été froidement abattu.

Les fruits pourris de la colonisation

Depuis la guerre du Liban, l'usure sociale et morale du sionisme, de ses méthodes coloniales les plus scandaleuses, rongent la société israélienne au point que de tels faits — autrefois passés sous silence — doivent sortir sur la place publique. L'occupation de la Cisjordanie depuis 1967 fait ressortir, lentement, toute la pourriture de la colonisation. Au moment où le prix que doivent en payer les salariés — juifs et arabes — d'Israël devient toujours plus évident. Conçu pour devenir le "havre de paix" des Juifs pourchassés, Israël, à force de pourchasser les Arabes, devient une poudrière de violence et de contradictions sociales.

M. Rivière

1. *La Brèche*, dans son numéro 304 du 24 septembre 1983, a publié un bilan de la politique d'annexion dans les territoires occupés.

35 heures en Allemagne fédérale :

L'URGENCE D'UNE AUTRE POLITIQUE SYNDICALE

“Nous avons fait ce que nous pouvions. On ne peut faire plus. Les membres ne suivent pas. Les permanents syndicaux s'expriment toujours ainsi lorsqu'une lutte menace de s'essouffler et qu'il s'agit de concocter un compromis pourri. Or, dans la lutte pour les 35 heures, la responsabilité des erreurs ne peut être écartée de cette manière. Un bilan intermédiaire de la politique suivie par les directions syndicales s'impose. Critiquer les erreurs n'affaiblit pas la solidarité. Au contraire, pour gagner il faut redresser la barre. L'enjeu est important. Si nous perdons cette lutte, on dira que les syndicats ne sont pas capables de se battre; les licenciements, les rationalisations, l'augmentation des cadences s'ensuivront.”

Ainsi s'exprime Werner Hülsberg dans le journal de nos camarades allemands *Was Tun* du 14 juin 1984. Nous publions ici de larges extraits de son bilan intermédiaire de la lutte pour les 35 heures.

On a trop attendu et mobilisé à moitié

La lutte pour une baisse généralisée du temps de travail contre le chômage massif vient bien trop tard. Le chômage n'a cessé de croître depuis 1974 déjà, devenant un trait structurel de l'économie capitaliste. Pour les patrons, le chômage est l'arme par excellence pour imposer une redistribution des richesses du bas vers le haut. Pendant des années, la direction syndicale l'a sous-estimé, attendant une hypothétique reprise économique, s'adressant au gouvernement au lieu de compter sur ses propres méthodes de lutte. C'est contre la volonté de la direction que le congrès syndical de 1977 a adopté, de justesse, les 35 heures. Lors de la lutte des sidérurgistes de 1978-1979, la direction syndicale a enterré cette revendication, contre l'avis des travailleurs en lutte, inscrivant le maintien des 40 heures jusqu'en 1983. Un temps précieux a ainsi été perdu. La revendication des 35 heures n'a été retenue qu'en octobre dernier. Mais la campagne auprès des membres ne fut pas systématique. Ainsi les petits chefs des conseils d'entreprise purent boycotter la mobilisation. Si la direction avait consacré à la préparation de cette lutte la moitié de l'énergie qu'elle a mise pour faire passer les hausses de cotisations en 1977, la situation aurait été bien meilleure au début de la “phase dure” du conflit.

On n'a pas tenu compte des objections de certains membres

Les délégués du Bade-Würtemberg et de Hesse ont demandé au congrès de l'IG-Metall de 1983 d'ajouter aux “35 heures avec maintien du salaire” la revendication de “conditions de travail précises”. Ils exprimaient de la sorte la crainte des membres que la seule diminution du temps de travail ne se solde

par des rationalisations accrues, rendant plus difficile la création de nouveaux emplois. Une proposition correcte, qui aurait pu renforcer la mobilisation. Mais la direction redoutait la réaction négative des patrons. Le nouveau premier secrétaire de l'IG-Metall, Hans Mayr, s'employa personnellement à repousser cet amendement. (...)

La démobilisation des membres

Certes, il n'est pas facile de mobiliser et de motiver les syndiqués. Mais la difficulté devient insurmontable lorsque la mobilisation en cours est freinée d'en haut.

Premier exemple : les mobilisations n'ont commencé à s'engager que début avril. Ce n'était pas surprenant après les débuts difficiles. La direction a trouvé tout cela trop lent. Au lieu de pousser à la roue, elle a amorcé des discussions au sommet, formulant pour la première fois une offre de compromis, tirant du coup la mobilisation vers le bas.

Deuxième exemple : après le succès des votes à la base dans la Hesse et le Bade-Würtemberg, la combativité s'est étendue dans d'autres régions. L'occasion était bonne d'élargir les votes à la base et de préparer une grève nationale. Il ne s'est rien passé !

Troisième exemple : quand l'Office fédéral refusa les indemnités aux travailleurs mis au chômage technique par la grève et que la “marche sur Bonn” devenait la plus grande manifestation syndicale jamais vue, le moment était venu de renforcer la grève et la pression sur le patronat. Ici encore, la direction a laissé s'étioler cette force de mobilisation. (...)

L'éparpillement au lieu du bloc

Où en est-on maintenant ? La grève dure depuis plusieurs semaines. La pause de l'été



Accueil des “jaunes” : “Par ici ne passe aucun honnête homme”.

se rapproche. 60 000 métallos et, par tournus, jusqu'à 10 000 travailleurs de l'imprimerie sont en grève. Qui, des syndicats ou des patrons, exerce la plus forte pression ? A peine un pour cent des syndiqués et moins de 0,3 o/o des salariés sont en grève. Les 99 o/o restants regardent. Comment appuyer les 35 heures pour tous avec une si faible utilisation des forces ?

Aucune réponse au lock-out à froid

Le “lock-out à froid”¹ et le refus des autorités de payer l'indemnité de chômage ont mis en pièces la tactique de l'IG-Metall. On a laissé passer jusqu'ici chaque occasion d'y riposter. Le front de lutte s'en est trouvé affaibli et la possibilité de diviser les travailleurs accrue. Une politique combative suppose au contraire :

— l'explication du refus du “lock-out à froid” ainsi que le refus de signer un quelconque accord avant que les salaires soient payés ;

— d'avancer à ceux qui en ont un urgent besoin les indemnités de secours prévues, toujours avec l'objectif de se faire rembourser ensuite par les patrons ;

— de recourir, de manière offensive, à l'occupation d'entreprise, comme moyen de défense légitime contre ce lock-out arbitraire.

Aucune réponse à la terreur du lock-out

Les patrons utilisent le lock-out dans les régions en grève. L'absence de riposte les encourage à l'utiliser ailleurs. Quand cessera, de la part des directions syndicales, la “confiance dans les tribunaux” ? Faut-il attendre de la justice bourgeoise qu'elle rompe la Constitution de l'Etat de Hesse ? N'aurait-il pas plutôt fallu, en solidarité avec les 35 heures, répondre au lock-out par une grève nationale de solidarité de toutes les fédérations syndicales du DGB (confédération syndicale) et par l'occupation des entreprises lock-outées ?

Pas de grève active

Il faudrait une “grève active”. Mais cela présuppose la possibilité pour les travailleurs d'y participer activement. Dès l'instant où l'on est dirigé bureaucratiquement, où l'on apprend par la radio ou la TV les dernières offres de compromis, on se sent évidemment peu de raisons pour se lancer dans la lutte. Aussi la première condition d'une grève active impliquerait-elle des assemblées régulières des membres, des rapports obligatoires des secrétaires devant celles-ci, des débats ouverts sur la poursuite de la lutte, y compris hors des régions en grève.

Faible soutien du DGB

Bien des syndiqués d'autres fédérations ont participé à la grève, aux piquets de grève et aux manifestations. C'était un atout pour étendre la lutte. Mais ici encore ce potentiel a été dilapidé. Sur intervention de la direction de l'IG-Metall, la proposition d'une grève nationale de solidarité a été écartée tout comme l'ouverture d'un fonds de lutte des autres syndicats. Même absence d'initiative sur le plan international. Pourquoi l'IG-Metall n'a-t-elle rien entrepris en vue de l'organisation de grèves internationales de protestation et d'une récolte de fonds ? En cette année d'élections européennes, cela aurait contribué à opposer “l'Europe des travailleurs” à celle des patrons.

Accord à 38,5 heures :

ON AURAIT PU AVOIR MIEUX ET PLUS

Aux derniers jours de juin, profitant de l'attente des vacances, l'ancien ministre Leber, appelé pour “arbitrer” le conflit des 35 heures, a obtenu un compromis. Au même moment, les tribunaux infligeaient une gifle au patronat : il devra payer les travailleurs “lock-outés à froid”. Ce jugement traduit le rapport de forces favorable que sept semaines de grève ont réussi à créer en faveur des travailleurs.

C'est dire que si l'IG-Metall avait utilisé toutes les opportunités de cette grève — la plus imposante de ces dernières années — les travailleurs allemands auraient pu obtenir davantage. Le compromis de Leber prévoit des diminutions d'horaire à 38 heures et demi dès avril 1985. Mais les accords sur les horaires entre 37 heures et 40 heures seront signés séparément dans chaque entreprise. En clair : le temps de travail sera diminué pour chacun mais tout le monde n'aura pas le même horaire. L'effet de cette solution “en demi-portion” sera maigre sur l'emploi, et surtout, les patrons vont pouvoir utiliser à plein le recours aux “horaires flexibles” qu'ils n'ont cessé d'opposer aux 35 heures pour tous. D'autant plus que la compensation des heures supplémentaires par des jours de congé, la réduction des temps partiels n'ont pas été obtenues. Quant aux salaires, une hausse immédiate de 3,3 o/o est accordée, de 2 o/o l'année suivante. Mais l'IG-Metall ne pourra plus revendiquer des compensations salariales, même si l'inflation atteint 5 o/o ou 7 o/o.

Il n'en reste pas moins qu'aux yeux des travailleurs européens la “grève des 35 heures” est devenue un moyen pour briser la “barre des 40 heures”. On attend encore que l'Union syndicale suisse s'en inspire... pour obtenir les 40 heures pour tous !

Le défi n'a pas été relevé

Rien, dans ce qui a été fait jusqu'ici, ne permet de comprendre qu'il s'agit d'une lutte décisive. La direction syndicale espère toujours gagner la compréhension des patrons et de son gouvernement par une mobilisation feutrée. Les grandes déclarations du début de la lutte (“un conflit de classe”, “un carrefour-décisif”) sont chaque jour davantage oubliées.

Or, dans cette lutte, il ne peut y avoir de “compromis acceptable” satisfaisant les deux parties. Pour les patrons, il s'agit de s'affirmer comme seuls “maîtres à bord” de l'économie et de l'Etat. Cette prétention, la tactique syndicale l'ignore. Un “tournant” est donc urgent, indispensable. Un tournant vers l'extension de la lutte, vers le durcissement des moyens d'action, vers la mobilisation de tous et de toutes. Pour paraphraser Luther : voilà où nous en sommes, nous pouvons cependant agir autrement ; que Dieu alors protège nos adversaires !

1. “Lock-out à froid” : le lock-out consiste, pour les patrons, à fermer complètement des entreprises partiellement en grève. Le “lock-out à froid” désigne l'extension de cette mesure aux entreprises qui ne sont pas touchées par la grève. Les travailleurs sont alors mis au chômage technique mais ne touchent pas d'indemnités.



Travailleuses turques en lutte pour les 35 heures.

Pologne :

DES ÉLECTIONS CONTRE LA SOLIDARITÉ

L'opinion polonaise et l'opinion internationale devaient penser à l'issue des élections que "le régime était stabilisé". En Pologne, le coup devait faire craquer la masse des adhérents de Solidarność et isoler les clandestins. A l'étranger, il devait faire rentrer la Pologne dans le camp des pays normalisés. L'échec des longues négociations menées par le régime pour obtenir des quatre du KOR et des sept de Solidarność qu'ils acceptent l'exil sanctionne l'échec de la phase polonaise du projet électoral. Il dépend en bonne partie de nous d'arriver au même résultat en ce qui concerne l'aspect international de ces élections.

L'enjeu pour Solidarność

Le texte suivant du syndicat clandestin exprime clairement quel est, dès lors, l'enjeu : "Même le pouvoir, dans son intimité, estime qu'environ 6 à 8 millions de personnes boycotteront les élections.

La répression paradoxale

La Pologne des bureaucrates s'est récemment livrée à une répression apparemment paradoxale.

Ils s'acharnent contre les militants, torturent des prisonniers mais... proposent la liberté - à l'étranger - à la direction de Solidarność.

Cela suffit pour prouver que la justice est la dernière de leurs préoccupations.

Qu'ont-ils espéré ? Discrediter cette direction en la montrant identique à eux-mêmes; capable de passer des compromis pourris. Et convaincre ainsi la base de l'inutilité de la révolte. Mais la direction n'a pas cédé. La lutte paie et c'est le régime qui est acculé.

A mon avis il faut tenter d'atteindre 10 millions d'abstentions, chiffre égal aux effectifs du syndicat avant décembre 1981. Mais plus importante que les chiffres sera l'atmosphère qui régnera au lendemain des élections. Si dans les entreprises les gens sont contents d'avoir participé au boycottage, tandis que ceux qui ont obéi au pouvoir ne peuvent en parler sans gêne, alors toutes les falsifications seront inutiles. On ne trompe pas la conscience sociale." (Extrait de Solidarność, bulletin d'information, no 91 du 20 juin 1984, repris des publications polonaises suivantes : Tygodnik Ma-

zowsze no 88, 89 et 90, NAI no 42, KOS no 54, Torunski Informator Solidarnosci no 15, Kronika Malopolska no 52, Serwis Wiadomosci Regionu Slasko-Dabrowskiego no 4.)

JARUZELSKI, UN GÉNÉRAL TROIS QUARTS

Les 16 et 17 juin, 27 millions de Polonais ont élu 110 000 conseillers municipaux et départementaux, choisis parmi 220 000 candidats. Présenter deux têtes pour chaque poste à pourvoir, repousser d'une nouvelle année les élections au Parlement national (le Sejm), voilà les trucs qu'inventait ce régime pour essayer de dépolitiser la consultation, pour tenter de stimuler le patriotisme de clocher au détriment des intérêts nationaux. C'est à l'abri de ces garde-fous que ce gouvernement militaire avançait pour affronter une opposition... qu'il avait lui-même réduite à la clandestinité dans l'espoir de sortir des urnes habillé d'uniformes civils...

Le scrutin était à peine terminé que déjà Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement annonçait le résultat : 75 o/o pour le pouvoir, l'opposition perd à trois contre un. Le pouvoir "a reçu le soutien de l'énorme majorité de la population qui, par là-même, a dit non à l'opposition" (Le Monde, 19 juin 1984), "c'est un soutien pour la population qui souhaite le calme et la sortie de la crise par la voie socialiste" (Libération, 19 juin 1984). Il n'en fallait pas plus à la Voix Ouvrière, organe du Parti du travail, pour exulter : ce "taux de participation dépasse les prévisions les plus optimistes (...). Le gouvernement s'estime autorisé à poursuivre et développer sa politique de démocratisation."

Quels tartuffes ! L'opposition était interdite ! Ses dirigeants élus croupissent en prison depuis 30 mois, contraints à d'épuisantes grèves de la faim pour tenter - vainement à ce jour - d'arracher leur droit élémentaire au statut de prisonnier politique.

Refoulée des médias, réduite à la clandestinité, à l'illégalité, l'opposition ouvrière n'a pas la liberté d'exister.

Voilà pourquoi Solidarność a choisi la voie du boycott, parce que ce régime empêche les travailleurs de présenter les candidats qu'ils ont eux-mêmes choisis.

Lundi 25 juin, une semaine après les résultats officiels, Solidarność ayant dépouillé ses propres données publiait son bilan : les boycotteurs étaient 51,8 o/o à Cracovie, 53 o/o à Gdansk, 59,7 o/o à Wrocław. Dans les citadelles ouvrières une claire majorité avait respecté le mot d'ordre de Solidarność, l'organisation interdite. Rien n'y a fait, Solidarność reste l'expression indépendante de la classe ouvrière.



Un second extrait de ce même texte expose clairement les termes du boycottage. "Le boycottage réussi renforcerait la position de la Commission Provisoire de Coordination et augmenterait nos possibi-

lités d'action. Nous pourrions revendiquer avec plus d'efficacité le pluralisme syndical, demander la mise en pratique des propositions de Solidarność dans le domaine de l'économie et de la politique intérieure. Solidarność en outre aurait plus de poids à l'échelle internationale : à l'Organisation Internationale du Travail, à la Confédération des Syndicats Libres, dans les centrales syndicales. Les hommes politiques auraient à prendre en considération l'opinion de Lech Walesa et celle de la TKK. Le problème des prisonniers politiques jouerait un rôle plus important dans les négociations sur le rééchelonnement du remboursement de la dette extérieure de la Pologne."

Solidarność est mise au pas, "business as usual", voilà le message que le POUP voulait délivrer aux dirigeants occidentaux.

Le message de la solidarité

"(...) j'ai affirmé que le développement du mouvement syndical indépendant en Pologne était dans l'intérêt de mon pays et du monde entier. Les protestations des travailleurs durant l'été 1980 étaient la riposte aux mesures adoptées par le pouvoir, qui, ne se soumettant à aucun contrôle social, a plongé le pays dans le marasme économique." "Au nom du respect des principes de l'Organisation Internationale du



Lors du 1er Mai 1982 à Bienne.

Pour Solidarność, comme pour Jaruzelski, convaincre l'opinion internationale est décisif.

Travail et de la solidarité internationale des travailleurs, je vous demande de soutenir notre lutte pacifique pour nos droits inaliénables." (Solidarność, bulletin d'information no 91)

C'est en ces termes que Lech Walesa s'est adressé, par écrit, à la 70e Conférence Internationale du Travail qui vient de se terminer à Genève.

NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ...

* YOUGOSLAVIE : NOUVEAUX CAS DE RÉPRESSION *

L'attaque faite aux cercles intellectuels de Belgrade montre que la répression en Yougoslavie s'accroît. La décennie des années soixante-dix fut celle de l'interdiction de la revue Praxis, de l'expulsion de l'université des marxistes de gauche qui l'animaient à Belgrade. Elle fut, en deux mots, la réaffirmation du "rôle dirigeant" de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY), ce qui signifie, en fait, sa volonté de contrôle de tous les aspects de la vie culturelle et économique du pays.

Le 20 avril dernier, une descente de police s'effectuait dans un appartement de Belgrade où se tenait une réunion des "universités volantes".

Depuis 1977 environ, de tels cercles hétérogènes - allant de sociaux-démocrates de droite à l'extrême-gauche - se tenaient sur des thèmes variés de débat. Cette fois-ci, Milovan Djilas avait été invité à y exposer ses vues sur la question nationale. Jusqu'alors, la Sécurité d'Etat, malgré quelques pressions policières visant à dissuader la tenue de ce type de réunions, en avait toléré l'existence.

Cette fois-ci, la réunion fut interrompue et les vingt-neuf participants interpellés. Ils ont ensuite tous été relâchés. Mais ils subirent des interrogatoires répétés et, dans cinq cas, des violences physiques. Trois d'entre eux furent matraqués sur la plante des pieds parce qu'ils refusaient de signer de fausses déclarations. Une des personnes inter-

rogées a été si brutalement éprouvée qu'elle exige aujourd'hui un procès contre son tortionnaire. Entre le 24 avril et la mi-mai, trois des participants à la réunion du 20 avril furent arrêtés et on leur a refusé une mise en liberté sous caution dans l'attente de leur procès.

Parmi les vingt-neuf participants à la réunion du 20 avril, se trouvait Radomir Radovic. Radovic, syndicaliste de 33 ans, ancien ouvrier devenu ingénieur-technicien, connu pour plusieurs actions menées avec les travailleurs en défense de leurs droits, a été retrouvé "suicidé". Il fut arrêté le 20 avril avec les autres participants, puis relâché, puis à nouveau arrêté, et "travaillé" brutalement avant d'être remis "en liberté" et de disparaître le 23 avril.

Quatre jours plus tard, les autorités policières annoncèrent qu'il était mort d'avoir absorbé une "quantité excessive de calmants". Sa famille et son avocat Knezevic nient qu'il ait eu une quelconque propension au suicide.

Le 18 mai, trois nouvelles arrestations se sont ajoutées aux précédentes. Cette fois-ci, ce sont des anciens de la génération de 1968 - de ce mouvement étudiant qui avait alors exigé "l'autogestion de bas en haut" contre la bureaucratie et les lois du marché - qui viennent d'être arrêtés. Ils ont tous les trois entamé une grève de la faim. Leur état de santé est très préoccupant et Milan Nikolic (l'un des trois) vient de subir une crise cardiaque provoquée par cette grève de la faim.

SOLIDARITÉ

A la veille du 40e anniversaire, le 22 juillet prochain, de la République populaire de Pologne, Walesa a lancé un appel pressant au pouvoir : amnistie totale pour tous les prisonniers politiques.

Nous reprenons cet appel et nos militants s'efforcent de stimuler les mobilisations de solidarité. Nous saluons les motions de solidarité avec Kuron et ses camarades du KOR pour leur libération de l'assemblée des délégués de l'Union des syndicats du canton de Genève et du Syndicat du livre et du papier (Genève). Des exemples à multiplier. A Genève toujours, le CSSOPE et le CWBK ont appelé à une mobilisation unitaire.

Les majorités ouvrières des grandes villes polonaises (voir notre encart) qui ont boycotté le pouvoir ont montré en Pologne comme à destination de l'étranger la force de la solidarité.

Claude Leuwen

« LA PENSÉE VIVANTE DE SANDINO »

* PRÉSENTATION DE JEAN ZIEGLER



Le lecteur européen n'imagine que difficilement l'importance historique et l'influence que revêtait en cette sombre année 1974 la parution du livre de Sergio Ramírez pour l'ensemble des hommes et des femmes engagés dans les luttes de libération du Nicaragua, du Guatemala, du Salvador. Pour les nationalistes révolutionnaires d'Amérique centrale ce livre était une révélation.

En 1974, la pensée de Sandino, son projet théorique, le récit de son expérience révolutionnaire et nationaliste étaient pratiquement inconnus non seulement du peuple du Nicaragua, mais aussi en partie de son avant-garde, les quelques poignées de jeunes combattants paysans, ouvriers, intellectuels qui luttèrent dans les montagnes de Nueva Segovia et d'Estelí. (...) Sergio Ramírez fit œuvre de pionnier : la jeunesse exilée et celle qui se battait dans la montagne accédaient d'un seul coup à l'univers passionnant, contradictoire, fascinant, infiniment riche d'Augusto César Sandino. (...)

Qui est cet homme ? De quelle histoire procède-t-il ? Sandino naît le 18 mai 1895 dans une petite cité rurale du Nicaragua central : Niquinohomo. Sa mère, Margarita Calderón, est une Indienne, journalière agricole qui travaille dans les plantations de café de Don Gregorio Sandino. Mais Don Gregorio, qui fait des enfants à beaucoup d'In-

diennes, refuse de reconnaître son fils. Augusto César partage la misère, la quotidienne humiliation de sa mère. La malnutrition, les coups, les guenilles marquent son enfance. Comme pratiquement tous les enfants issus du sous-prolétariat agricole, il connaît, dès l'âge de six ans, les journées de travail de quatorze heures. Dans les champs, il ramasse derrière les adultes les grains de café. A neuf ans, l'enfant est enfermé avec sa mère à la prison de Niquinohomo. Incapable d'acquitter une dette, la mère connaît le cachot. Margarita et son fils en sortent quelques mois plus tard, mais la mère ne veut plus rester dans la ville. Elle quitte Niquinohomo. Son fils a maintenant onze ans. Il est capable de travailler dans

les dépôts de son père. Don Gregorio le recueille. Le fils légitime de Don Gregorio, Sócrates, donne quelques vieux habits au petit Augusto. Celui-ci peut aller à l'école primaire du lieu. Dans sa bonté, Don Gregorio lui permet de s'y inscrire sous le nom de Sandino Augusto. Il dort dans un hangar et mange avec les péones, par terre.

A vingt ans, il quitte la ville et s'engage comme aide-mécanicien sur un bateau de la côte pacifique. Il connaît une passion ravageuse pour sa cousine Mercedes. A cause d'elle, il revient à Niquinohomo. Amour malheureux. Il quitte Niquinohomo, repart au Honduras, puis au Guatemala, enfin au Mexique. Mécanicien, employé à la United Fruit,

magasinier, manutentionnaire dans des compagnies pétrolières nord-américaines, il mène la même vie précaire que des dizaines de milliers d'autres travailleurs latino-américains, une vie itinérante. (...)

1898 : les Etats-Unis s'engagent avec enthousiasme et succès aux côtés des Cubains nationalistes dans la guerre contre la couronne d'Espagne aux Caraïbes. Ils passent, sur le continent également, à une politique plus offensive, plus ouvertement impérialiste encore que par le passé. 1914 : traité Bryan-Chamorro. Pour trois millions de dollars, l'Etat nord-américain achète les droits de souveraineté sur la zone sud du Nicaragua où pourrait être construit un canal transocéanique. Le canal est finalement construit à Panamá. Mais, grâce au traité Bryan-Chamorro, aucune autre puissance, et surtout pas l'empire britannique, ne pourra percer un canal concurrent au Nicaragua. En 1912, les marines nord-américains débarquent, occupant pratiquement tout le Nicaragua "utile". Sur la côte atlantique, au-delà de la cordillère centrale et des forêts tropicales, la résistance s'organise. José María Moncada, jeune militaire issu de l'oligarchie créole traditionnelle, mais lié d'amitié et de sympathie avec les révolutionnaires mexicains (qui, d'ailleurs, l'alimentent en armes, en fonds) constitue un gouvernement indépendant. Moncada

arme les paysans. Sandino retourne au Nicaragua en 1926. Il veut rejoindre les insurgés de la côte orientale. (...)

Revenons à cette année cruciale 1926. (...) Débarquant sur la côte pacifique, le jeune Sandino — il a maintenant trente et un ans — se fixe sur les chaînes montagneuses de la province de Nueva Segovia, dans le nord du pays, tout proche de la frontière avec le Honduras. Il prend un emploi de comptable dans une mine d'or nord-américaine.

Le texte de cette présentation est fait d'extraits de la préface de Jean Ziegler à l'ouvrage *La Pensée vivante de Sandino. Lettres, textes et correspondances*. Présentation de Jean Ziegler. Introduction de Sergio Ramírez. Editions La Brèche, Paris, 1984, 411 pages.



Sandino (au centre) entouré de ses lieutenants. A sa gauche, Farabundo Martí.

Avec ses économies, il achète quelques vieux fusils aux contrebandiers, les distribue à ses compagnons ouvriers. Sur le sommet d'El Chipote, il installe un rudimentaire quartier général : quelques cases en terre sèche, recouvertes de feuilles de palmier où s'abritent les maquisards, leurs familles, où sont chachés quelques aliments, des munitions, des animaux. Plusieurs des actions de la petite troupe de guérilla sont des échecs. Mais l'écho, dans les campagnes, est formidable :

de partout, les serfs et sous-prolétaires, les journaliers misérables et demi-esclaves — Indiens, Noirs, métis — affluent vers Sandino. Moncada, installé à Puerto Cabezas, nomme Sandino — qu'il n'a jamais vu — "général" de l'armée "libérale". Peu après, Sandino, conduit par des Indiens Misquitos, traverse la cordillère, descend en pirogue le río Coco et arrive à Puerto Cabezas. Il y trouve Moncada et les chefs "libéraux". Rencontre décisive. Voici l'arrière-fond politique qui détermine cette rencontre : Stimson, envoyé spécial du nouveau président américain Coolidge, vient de passer au Nicaragua (mai 1927). Le marché proposé par Stimson aux forces "libérales" : Moncada accepte l'armistice avec Díaz, la présence des marines au Nicaragua et s'engage à respecter les intérêts, les biens et les personnes américains dans le pays, en échange de quoi Moncada sera le candidat de Washington aux prochaines élections présidentielles à Managua.

Augusto César Sandino, lui, refuse la soumission. A la réunion, Moncada lui tend à travers la table l'accord d'armistice et une plume. Sandino se tait, tourne le dos et s'en va dans la nuit. Mejía Godoy, un des plus puissants poètes et compositeurs du Nicaragua contemporain, résume dans une chanson cet instant : "Este silencio también es un grito" — "ce silence aussi est un cri". Le cri de la révolte, de la guerre de libération qui commence. (...)

Jean Ziegler

« Qui dirige la Suisse ? »

La Brèche a déjà présenté l'ouvrage du journaliste alémanique Heinz Tschäni lors de son édition allemande (cf. *La Brèche* no 299 du 4 juin 1983, l'article intitulé "Un livre provocant").

L'ouvrage paraît aujourd'hui en français¹. Son mérite est de porter à la connaissance du grand public une série d'exemples précis montrant bien, comme le dit Tschäni dans sa conclusion, que "la Suisse est aujourd'hui gouvernée sous l'influence combinée des organisations d'intérêts privés, par un cercle élitair issu de la coalition bourgeoise au pouvoir; elle ne l'est pas par le peuple".

On ne lira certes pas le livre de Tschäni pour les considérations théoriques dont il parsème sa démonstration, ni pour ses réflexions à caractère historique. Ancien correspondant parlementaire du *Tages Anzeiger* de Zurich, l'homme est d'abord un journaliste et c'est dans ce domaine qu'il livre le meilleur de lui-même.

Passant en revue toutes les phases d'élaboration des lois, il décrit avec justesse le poids et l'influence des intérêts organisés de la bourgeoisie et du patronat; l'idéologie bêtifiante du Parlement censé représenter la "volonté populaire" est aussi renvoyée à sa place, qui est au débarras.

La réalité que décrit Tschäni

était connue et discutée depuis longtemps dans le cénacle distingué des politologues de tout poil; mais elle sortait rarement de ce milieu. Elle était connue aussi des marxistes, qui, s'ils ne disposent des petites et grandes entrées des "Herr Professor", possèdent sur eux l'avantage d'une cohérence théorique et analytique bien supérieure. Dans son *Troisième âge du capitalisme*, Ernest Mandel notait, il y a dix ans déjà : "Gouverner au sens 'd'administrer' devient, de ce fait, un métier à part, soumis aux lois de la division du travail. C'est ainsi que les lobbies privés de la classe capitaliste prennent une importance croissante. C'est souvent d'eux que part l'initiative

de la formulation des projets ou modifications de nouvelles lois. C'est chez eux que demeure presque toujours le pouvoir de contrôle en dernière instance sur la législation en cours." (tome 3, p. 198, Ed. 10/18). Tschäni confirme tout cela, exemples à l'appui. Sur le dernier point, celui de la législation en cours et des lois d'application, il apporte des informations jusqu'alors peu connues. En voici un exemple, concernant la protection des eaux. Il s'agit des prescriptions touchant la "nature des eaux résiduaires déversées dans les lacs et rivières", et plus particulièrement du taux maximum de carbone organique dissous, grand facteur de pollution. Une sous-commission de la Commission fédérale des eaux s'attaque au problème : "(...) dans sa première séance, le groupe de travail partit du chiffre de 5 mg C/l correspondant à un effet d'épuration de 95 o/o du carbone, non sans avoir envisagé des valeurs plus élevées". Premières protestations de l'industrie chimique. Du coup, la Commission fédérale se décide "par 12 voix contre 4, pour cette limite de 7 mg C/l dans le but avoué de faciliter

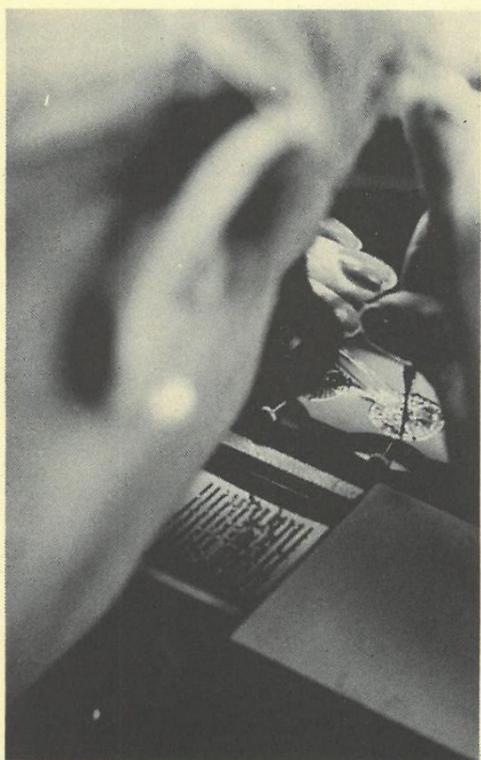
l'introduction de la loi dans le strict délai prévu". De groupe de travail en sous-commission et en Office fédéral, puis en consultation, le projet revient ensuite pour une rédaction finale.

Dans le procès verbal de la dernière séance de la sous-commission, le rapporteur explique alors benoîtement : "Vous vous souvenez que l'on parlait, il y a quelque temps d'exiger un maximum de 5 mg C/l pour les eaux usées. Laminée par les discussions, par le temps et, cela dit en toute franchise, par la récession, cette exigence s'est allégée, puisque l'on autorise maintenant une concentration allant jusqu'à 22 mg C/l pour certains cas, probablement même dans la majorité des cas. Le projet perd donc passablement de son tonus. En effet, la plupart des stations d'épuration pourront ainsi satisfaire aux exigences."

Vous reprendrez bien un verre de carbone organique dissous, non ? Eric Peter

1. Heinz Tschäni, *Qui dirige la Suisse ?* Ed. "24 Heures", coll. "Cartes sur table", Lausanne, 1984, 188 pages.

La face cachée de l'horlogerie genevoise



Interfoto

"Portez la montre à votre oreille, comme un coquillage marin : derrière le tic-tac, voici, véhémement et confuse, l'histoire de ceux qui la produisent." C'est ainsi que Jean Steinauer présente son livre *L'Horloge flétrie*, Editions TVB, Genève, 1984.

A la demande de plusieurs organisations syndicales (FTMH, FCOM, USCG, FSCG), Jean Steinauer s'est efforcé de donner vie, dans ce petit livre (198 pages), aux femmes et aux hommes qui font l'horlogerie genevoise. Bravo ! C'est réussi.

Un pavé dans les belles vitrines

De l'horloge fleurie du Jardin Anglais, "vous levez les yeux sur les enseignes : Rolex, Baume et Mercier, Universal, Patek Philippe, Vacheron et Constantin... Le cœur touristique et marchand de Genève fait tic-tac..." Mais attention, derrière les luxueuses vitrines de la rue du Rhône, Jean Steinauer cherche l'homme : avant tout celui qui produit la montre.

Écoutez-le : "Qu'est-ce qui est jaune, brillant, inaltérable, inoxydable et coûteux ? Qu'est-ce qui est noir, sale, écorche les mains et paie mal ? L'or aussi. Question de point de vue, ou de place dans la filière : selon que vous serez acheteur d'une montre en or ou bien ouvrier spécialisé dans une usine qui apprête la matière première (...)"

Des rapaces et des hommes

Le petit monde de l'horlogerie genevoise gravite autour de Rolex, habilement organisée comme une fondation (chiffre d'affaires inconnu, de même que les dividendes versés à la famille du fondateur, Hans Wilsdorf). "La façade proclame la transparence — elle est de verre, il est vrai teinté — elle n'offre que l'éclat impénétrable du poli." On sait seulement que l'entreprise consomme chaque année 12 tonnes d'or !

Autour de Rolex, les prestigieuses manufactures familiales : Vacheron, Patek, Genta, etc.

Au-delà, quelques établissements (ils ne produisent pas toutes les composantes de la montre), mais surtout, les entreprises spécialisées dans l'habillage (cadran, boîte, verre, bracelet, couronne) où règnent les pires conditions d'exploitation. Ce qui n'empêche pas les patrons de s'entourer d'un luxe tapageur : Hervé Nobs, propriétaire de Novavit (bracelets) roule dans une Packard blanche, modèle de

collection remis à neuf avec stéréo 120 watt, TV couleur, vidéo, ordinateur et bar... Il refuse de signer la convention collective. Et les exemples de conditions de travail déplorables ne manquent pas.

Dans ce secteur, le syndicat doit se battre pied à pied pour faire respecter le B-A BA de la convention collective.

du débat sur la compensation du renchérissement en décembre 1981. Ceux qui refusent le compromis proposé ne tournent pas le dos à la solidarité, notamment à l'égard des plus mal payés de l'arc horloger. Ce qu'ils ne veulent pas, c'est reculer avant même d'avoir cherché à livrer bataille. La solidarité ne se forge-t-elle pas dans la lutte commune ? Le syndicat ne doit-il pas "permettre de traduire dans la lutte sociale les aspirations des travailleurs", comme le rappelait en 1979 le comité genevois de la FTMH à G. Tschumi, secrétaire central ? Les compromis issus de la passivité syndicale n'ont jamais amené que les défaites, le désarroi et la division... La direction de la FTMH dans l'arc horloger aurait quelque chose à en dire.

L'HORLOGERIE GENEVOISE

- 3000 emplois (80 o/o environ de non qualifiés).
- Exportations : 1 milliard de francs (un tiers des exportations totales de la Suisse; 50 o/o vers l'Asie). Dispose de ses propres circuits de distribution.
- Spécialité : le luxe (chez Vacheron & Constantin la montre la moins chère au catalogue vaut 3000 francs).
- Syndicats : FTMH (700 membres); FCOM (120 membres). Une réalisation importante : accord sur les salaires minimaux d'embauche avec calendrier par étapes pour établir l'égalité totale entre hommes et femmes à l'embauche (dès 1986).

Le salut dans la lutte

Préfaçant le livre de Steinauer, les deux secrétaires syndicaux, J.-P. Thorel (FTMH) et G. Tissot (FCOM) soulignent que "(...) la lutte est elle-même un moyen de formation et d'émancipation. Les leçons que l'on en tire peuvent parfois être aussi importantes que les résultats eux-mêmes." Souhaitons que l'appareil syndical s'en tienne résolument à cette ligne de conduite !

Il fait peu de doute, en effet, que les travailleurs, responsables syndicaux dans l'entreprise, sont prêts à une lutte de longue haleine dans des conditions difficiles. Songeons à Simone Wolter, première femme probablement à avoir accédé à la présidence d'un groupe professionnel FTMH en Suisse..., à Oswald Murier, qui refuse un poste de chef parce qu'on veut l'obliger à abandonner la commission ouvrière, à Eric Abplanalp, fier de son métier, sans jamais tomber dans le piège de "l'esprit maison"...

A ce propos, Jean Steinauer a probablement mal compris l'enjeu

Réflexions amères en guise de conclusion

"La montre dont le prix s'exprime en cinq chiffres, on la trouve au poignet — ou dans le coffre — des latifundiaires et des généraux d'Amérique latine, des ministres indiens ou zairois. A quoi devrait songer l'ouvrier de Vacheron & Constantin qui n'en finit pas de retoucher la montre où Imelda Marcos, femme du président des Philippines, a voulu faire reproduire l'effigie de son cheval favori ? Et celui de Gérald Genta, qui règle les sonneries de la "grande complication" commandée par le roi du Maroc ?... Mieux vaut ne pas y penser, m'a dit l'un d'eux, je deviendrais fou."

A en croire le catalogue de l'entreprise, Gérald Genta, ce serait "l'esprit de Genève"... Jean Steinauer démontre qu'il n'en est rien. L'esprit de Genève, celui du peuple des cabinotiers, on le retrouve dans l'action résolue de ces syndicalistes ouvriers aux prises avec l'aristocratie horlogère.

Jean Batou

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE



Festival International de Théâtre Contemporain Lausanne 84

du sa 25 août au di 2 septembre.

Le sa 25 août, spectacle de rue sur le thème de Guillaume Tell avec six troupes de théâtre.

du 25 août au 2 septembre : quinze troupes de Belgique, du Danemark, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Pologne et de Suisse. Des spectacles étonnants dans des lieux inhabituels (Entrepôts de Sébeillon, Usine Matisa, Cantine de Sauvabelin...). Prix : Fr. 14.-, 18.- ou 20.-, selon. La carte-abonnement : Fr. 60.-, et jusqu'au 15 août : Fr. 50.-. Rens., programme et location : jusqu'au 24 août Atelier de Travail Théâtral, 3, rue Chaucrau, 021 / 23 44 70; dès le 24 août Forum de l'Hôtel de Ville, Lausanne, 021 / 23 44 70. Org. : Atelier de Travail Théâtral, Lausanne. Un article et le programme paraîtront dans *La Brèche* no 324 du 25 août 1984.

NYON Au bord du lac du je 19 au di 22 juillet : 9e Festival Folk de Nyon.

En avant-première, ma 17 juillet, 18h : *Maldie Hontez; Bernard Constantin; Jacques HIGELIN*. Fr. 25.-.

je 19 juil., dès 19h30 : *Pierre Rapsat* (B); *Pino Daniele* (I); *Gilberto Gil* (Bré).

ve 20, dès 19h : *Zachary Richard* (USA); *Charlélie Couture* (F); un invité surprise; *Xalam* (Sénégal).

sa 21, dès 19h : *Djurdjura* (Kabylie); *Lluis Llach* (Catalogne); *Alan Stivell* (Bretagne); *Inti-Illimani* (Chili).

di 22, dès 19h30 : *Francie Conway* (Irl); *Miriam Makeba* (Guinée); *Pierre Akendengué* (Gabon).

Tous les jours, dès 15h (le je 19 dès 16h30) : différents groupes de tous les pays (cf. détail dans la dernière brèche). Location à l'avance, moins chère de Fr. 3.- à Fr. 5.-. Le concert : Fr. 22.-; ét., appr. Fr. 18.-. Abonnement du 19 au 22 : Fr.

68.-; ét., appr. : Fr. 58.-. Org. : Paléo, c.p. 140, 1260 Nyon. Informations : Grand Passage, Nyon, 022 / 61 40 51. Locations dans chaque ville.

Ancienne Usine à Gaz

du ma 10 au sa 21 juillet : *Festival de théâtre d'été*, avec entre autres une pièce du poète grec Yannis Ritsos.

LAUSANNE

Théâtre Municipal

je 19, sa 21 juillet, 21h : *Francioli-Bovard "Musique"*, avec le BBFC et neuf autres musiciens. Entrée libre.

Casino de Montbenon, Théâtre de Verdure ma 31 juil., 21h : "Caf'conc" par le Grand Orchestre du Café Romand, direction Jean-Marc Grob. Entrée libre.

Et à la cinémathèque, au Cinématographe le merveilleux film *O cangaceiro*, de Lima Barreto (Brésil, 1953) ma 10 juil., 22h, me 11, 20h, je 12, 18h.

Et si vous allez dans "nos montagnes", j'espère que vous rencontrerez le Théâtre à dos d'hommes de Sierre qui parcourra le Valais, le Tessin et les Grisons du 10 juillet au 15 août, avec *Roméo et Juliette*, d'après Shakespeare. Jazz Mine

l'événement

Travail de nuit des femmes :

UNE "LIBÉRATION" EN FORME DE CHAÎNES

Ce qui devait être, au départ, une dérogation exceptionnelle pour Ebauches SA devient le révélateur de l'exploitation capitaliste la plus crue. Depuis janvier, l'introduction du travail de nuit pour les femmes dans l'horlogerie suscite des réactions croissantes chez les travailleurs et dans leurs organisations. La Brèche s'en est régulièrement fait le porte-parole et continuera à le faire jusqu'à ce que cette mesure soit annulée !

Côté patronal, après l'appel de F. Halm ("les femmes travaillent de nuit aux PTT, pourquoi pas dans l'horlogerie ?"), la Neue Zürcher Zeitung (NZZ, 21 juin 1984) publie un plaidoyer en faveur du travail de nuit présenté comme "un aspect libérateur du travail" pour les femmes !

Plusieurs études de sociologues et psychologues parues en allemand¹ démontrent l'hypocrisie de cette prétendue "liberté de choisir ses horaires". Il faut le démasquer d'autant plus clairement que des syndicalistes et des femmes elles-mêmes y sont sensibles.

Ni le manger, ni le dormir

Hommes ou femmes, ceux qui vivent le travail de nuit en équipe le rejettent. Une enquête d'Ulrich, faite en 1962 déjà, a montré que, dans les équipes avec travail noc-



turne, trois quarts des travailleurs étaient opposés à cet horaire et seuls 1,5 o/o le trouvaient bon. Nous avons déjà montré dans La Brèche (no 313 du 18 février 1984) les effets nuisibles que provoque l'irrégularité des heures de sommeil. Un questionnaire établi cette année par Cervinka auprès de travailleurs en équipe révèle que 70 o/o d'entre eux souffrent "beaucoup ou passablement" de devoir manger seuls dans la majorité des cas. Si le dormir et le manger — en d'autres termes la possibilité de recomposer sa force de travail — ne sont plus assurés normalement, qui ose encore parler de "libération" ?

A plus forte raison pour les femmes. Une étude de Thoma (1976) compare "les 24 heures d'un travailleur" à celles d'une travailleuse. L'un et l'autre passent dix heures au travail (déplacement compris), une heure et demie aux repas, une heure à leur hygiène personnelle. Mais sur les onze heures et demie restantes vient toute la différence : la femme dort en moyenne 7 heures, l'homme 8 et là où l'homme dispose encore de 3 heures et demie la femme consacre 4 heures et demie aux tâches ménagères ! La

femme travailleuse tend à renoncer au temps disponible et au sommeil pour "donner le tour" des tâches familiales.

S'en sortir la nuit ?

Cette pression quotidienne, fleuron d'une société où le travail salarié exacerbe les discriminations sexistes ancestrales, pousse évidemment les travailleuses à vouloir "s'en sortir". C'est ici que le travail de nuit apparaît comme une issue que les patrons font miroiter, sans vergogne, comme la "liberté d'organiser son temps" !

Stein a interrogé, en 1973, un millier de travailleuses réparties selon leur type d'horaire. Le constat est éloquent :

* les femmes avec enfants choisissent le travail de nuit ou de soir pour s'occuper des gosses le jour ! La part des femmes avec enfants est la suivante selon le type d'horaire :

travail le soir	77 o/o
travail de nuit continu	62 o/o
travail en équipe avec nuits	51 o/o
travail en équipe sans nuits	49 o/o
travail de jour	32 o/o

* plus elles travaillent de nuit (le soir ou en continu la nuit), plus le temps accordé au ménage s'accroît et celui des loisirs ou du sommeil diminue.

Heures consacrées au

	ménage	sommeil	loisirs les jours libres
travail le soir	6h45	6h45	2h15
de nuit en continu	5h	5h15	1h15
équipe avec nuits	4h	6h30	2h
équipe sans nuits	4h30	7h30	3h30
de jour	3h30	7h15	4h

* pour toutes, la nervosité augmente avec le travail de nuit ou en équipe. Mais il est frappant

L'OFIAMT DORT !

Une enquête effectuée dans 23 hôpitaux romands donne l'image suivante : 13 établissements ne fournissent ni repas, ni collation, ni boissons pendant l'horaire de nuit ; deux ne proposent que des boissons, deux autres assurent un service de collation et de boisson ; six hôpitaux fournissent des repas et des boissons et deux seulement assurent des repas chauds !

L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) recommande pourtant d'offrir des repas chauds pour atténuer les effets néfastes du travail nocturne sur la santé. La réalité dans le milieu hospitalier est toute différente. Qu'attend l'OFIAMT pour faire respecter ses recommandations ?

L'OFIAMT dort tandis que le personnel travaille la nuit dans de mauvaises conditions. Il est temps que le syndicat prenne en main cette affaire, informe le personnel et fasse entrer dans les faits les "recommandations" de l'OFIAMT.

A. S.



Interfoto

ses effets se font sentir à long terme, tandis que pour la femme, dans l'immédiat, la tension nerveuse paraît moindre parce que le temps disponible la journée s'organise plus facilement... entre le sommeil et le ménage !

Voilà ce que le patronat ose parer des atours de "l'humanisation du travail". Il s'agit au contraire de l'exploitation la plus crue des conditions sociales faites aux femmes : c'est l'horaire du travail, non la femme, qui "s'adapte librement" aux heures creuses des tâches ménagères ! La femme y ruinerait sa santé. Mais beaucoup d'entre elles, surtout lorsqu'elles doivent assurer un salaire, croient trouver dans cette pratique une solution au moins "pour le bien des enfants".

En fait, ceux-ci en sont aussi les victimes. Une enquête de Dieckmann (1981) auprès de fonctionnaires d'Allemagne fédérale en donne un indice. Alors qu'en moyenne les trois quarts des enfants poursuivaient des études après l'école obligatoire, cette part tombe à 40 o/o quand le père et la mère travaillent en équipe. Ici ressort le marché de dupes que le patronat propose aux



Interfoto

de constater que cette tension est plus fortement ressentie par celles qui travaillent en équipe avec nuits (57 o/o s'en plaignent) ou le soir (52 o/o) que par celles qui travaillent en horaire de nuit continu (40 o/o). Le travail de nuit en continu est pourtant le plus nuisible pour la santé. Mais

femmes en faisant passer leur surexploitation pour une "liberté" envers les tâches familiales.

Denis Lavanchy

1. Les données auxquelles fait référence cet article sont regroupées dans l'ouvrage de Ulrich-Baitsch : *Nacht- und Schichtarbeit* (G. Duttweiler-Verlag, Zurich, 1981).

UN SACRILÈGE ?

"Le travail de nuit des femmes, un sacrilège ?" Sous ce titre, la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) prépare le terrain pour que les femmes puissent enfin profiter d'une vie nocturne variée et distrayante !

Selon ce journal patronal et radical, peu suspect d'égalitarisme et de féminisme, le travail de nuit pour les femmes permettrait un réaménagement du partage des travaux ménagers et éducatifs et favoriserait ainsi une meilleure participation des hommes à ces activités. Un moyen, en quelque sorte, de combattre la double journée de travail des femmes. Les données publiées ci-contre permettent d'apprécier l'hypocrisie de cette argumentation.

Quant au risque de voir s'étendre à d'autres entreprises le travail de nuit pour les femmes, il serait — en tout cas actuellement — tout à fait mineur. On ne saurait, dit la NZZ, assimiler la situation économique qui règne dans le secteur textile — où la crise n'est pas si forte — à celle de l'horlogerie. Pourtant, les demandes de dérogation affluent à l'OFIAMT !

Enfin, la NZZ se trouve une âme de syndicaliste pour défendre l'emploi : "L'humanisation (du travail, réd.) sans emploi est un non-sens. Le travail en équipe est un mal nécessaire pour maintenir l'emploi." Que ne ferait-on pas pour lutter contre le chômage ! De plus, le mal du travail de nuit serait tout relatif et il ne faudrait pas toujours voir les aspects négatifs des choses. Ainsi "la liberté d'organiser le temps selon ses désirs — 24 heures sur 24 — fait aussi partie de l'humanisation du travail et c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'aspect libérateur du travail de nuit."

Contre ces arguments perfides sur l'égalité entre homme et femme, rappelons deux choses :

1. Le travail de nuit est néfaste pour la santé et nous sommes par conséquent contre tout travail de nuit — sauf lorsqu'il est socialement ou technologiquement (hauts fourneaux dont la mise en marche exige plusieurs heures, par exemple) indispensable. Nous nous opposons en particulier à l'introduction de tout travail de nuit pour des motifs de rentabilité, car nous ne pouvons admettre que le profit soit placé au-dessus de la santé des salariés. Quant à la recommandation 89 du BIT, s'il faut la revoir, ce n'est pas dans le but d'étendre le travail de nuit des femmes mais pour que cette recommandation soit étendue aux hommes.

2. Quel que soit le sort de la recommandation 89, dont la révision n'est prévue que pour 1992, on ne peut admettre l'extension du travail de nuit des femmes au nom de l'égalité. L'aggravation des conditions de travail est bien plus importante que le gain — exclusivement formel et abstrait — quant à l'égalité. Il s'agit d'un marché de dupes où les femmes ne gagnent rien mais perdent beaucoup.

Andreas Saurer